

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

L'Apport Economique de l'Algérie pendant la Guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Jeudi 5 Février 1925, à 14 heures

PAR

René DOBRENN

Président : M. TRUCHY, Professeur

Suffragants	{	MM. RIST,	id.
		LESCURE,	id.

ORAN

IMPRIMERIE D. HEINTZ & FILS

Boulevard Malakoff, 17

—
1925



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**L'Apport Economique de l'Algérie
pendant la Guerre**

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

L'Apport Economique de l'Algérie pendant la Guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Jeudi 5 Février 1925, à 14 heures

PAR

René DOBRENN

Président : M. TRUCHY, Professeur

Suffragants	{	MM. RIST,	id.
		LESCURE,	id.

ORAN

IMPRIMERIE D. HEINTZ & FILS

Boulevard Malakoff, 17

—
1925

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



MEIS ET AMICIS

INTRODUCTION

La douloureuse expérience de la guerre a lumineusement démontré la fécondité de notre œuvre coloniale. Cette œuvre qui apparaissait à beaucoup comme une opération de peu de profit, voire comme une cause de déperdition de forces, d'activités, qui eussent trouvé dans la Métropole un emploi plus judicieux, s'est montrée riche en résultats. Le domaine colonial de la France constitué presque spontanément, sans plan pré-établi, sans idée de conquête, souvent même, pourrait-on dire, à son insu et malgré elle, grâce à l'énergie obstinée de quelques hommes prévoyants, lui a été au cours de la guerre d'un secours tel, que désormais la discussion ne saurait plus porter sur l'utilité des colonies, mais seulement sur les moyens de mieux les mettre en valeur.

A la lutte, que pendant près de cinq ans, les puissances alliées ont dû soutenir contre l'ambition des empires centraux — lutte dont précisément les colonies étaient l'un des principaux enjeux, comme le prouvent surabondamment les éloquentes réserves du chancelier de Bethmann-Holweg en réponse aux questions que lui adressait, le 29 juillet 1914, l'Ambassadeur d'Angleterre E. Goschen (1) — les possessions d'outre-mer ont pris une part suffisamment marquée

(1) « Si la neutralité de la Grande-Bretagne était assurée, son Gouvernement recevrait toutes les assurances que le Gouvernement impérial n'avait pour but aucune acquisition territoriale aux frais de la France, en supposant que la guerre s'en suivit et qu'elle se terminât à l'avantage de l'Allemagne. J'ai posé à son excellence une question au sujet des colonies françaises. Il me répondit qu'il ne pouvait s'engager d'une manière semblable à cet égard. » (*Livre bleu Anglais* n° 85.)

pour qu'on puisse, sans outrance, voir dans leur concours un des facteurs les plus certains de la victoire.

L'Angleterre a puisé dans l'immense réservoir de son empire un surcroît de forces considérable. Le Canada, pour ne parler que de ces « quelques arpents de neige », a lancé dans la bataille plus d'un demi-million de combattants et a fourni aux armées de l'entente des munitions pour plusieurs milliards de francs.

Les colonies françaises, dans une mesure plus modeste, parce que moins riches, mais avec le même élan, ont magnifiquement répondu à l'attente de la mère-patrie. Dès l'ouverture des hostilités la France en a reçu des soldats dont l'héroïsme s'est prodigué sur tous les fronts : des Flandres en Alsace, aux Dardanelles, en Serbie, à Salonique ; des chefs qui, formés à cette école d'action que sont les colonies, furent parmi les plus brillants organisateurs de la défense nationale. Mais dans cette guerre d'épuisement ce ne furent plus seulement des armées qui entrèrent en choc : des groupes de nations éprouvèrent réciproquement leur résistance. Dans cet immense duel, deux éléments dont on n'avait pas jusqu'alors soupçonné toute l'importance, révélèrent leur influence déterminante : *les forces morales* et plus encore *les forces économiques*. Si la phase militaire de cette guerre absolue fut, par ses sacrifices sanglants, la plus émouvante, elle ne fut pas toujours la plus décisive. Le sort d'une lutte, à ce point guerre de matériel, qu'on en arriva à parler du « *matériel humain* », était avant tout lié à l'activité de la production et à l'abondance régulière du ravitaillement : « La route de la victoire, » disait M. Lloyd George en 1916, la garantie de la » victoire, l'assurance absolue de la victoire se résument en un premier mot : navires ! un second mot : » navires ! et un troisième mot : navires ! »

Dans ce domaine encore, en dépit des difficultés multiples résultant de l'état de guerre, le concours des Colonies et aussi des Protectorats ne laissa pas d'être considérable. De cette superbe moisson nous voulons seulement glaner une partie ; nous nous proposons d'étudier, dans l'ordre économique, l'apport de notre grande Colonie de l'Afrique du Nord : l'Algérie.

Pays essentiellement agricole, l'Algérie devait surtout offrir à la Métropole les produits de ses cultures et de ses pâturages. Son industrie — que l'absence de force motrice laisse embryonnaire — ne lui permettait pas d'aspirer à un rôle important dans cette branche. Toutefois si son activité dans les industries de transformation est restée étroitement limitée, la richesse de son sous-sol, puissamment minéralisé, lui a permis quelques exportations appréciables.

Pour aider la Métropole dans le gigantesque effort de production que réclamait la guerre, l'Algérie a pourvu aux besoins de son armée industrielle en lui envoyant, par milliers, des travailleurs indigènes.

Enfin, dans toute la mesure où, dans le domaine financier, des efforts étaient possibles à un pays neuf, encore en pleine période de croissance, elle a consacré sa richesse naissante au service de la mère-patrie.

PREMIÈRE PARTIE

L'Apport en Marchandises

CHAPITRE PREMIER

Difficultés opposées par la Guerre au maintien de la vie économique de l'Algérie

Avant d'exposer dans le détail le tableau du concours matériel apporté par l'Algérie à la France au cours des années de guerre, il est indispensable, pour mieux apprécier l'effort dont il témoigne, pour en mesurer judicieusement toute la valeur, de jeter un coup d'œil d'ensemble sur la situation de la Colonie pendant cette période.

Par sa nature, son intensité, son étendue, sa durée, la guerre de 1914 a bouleversé les conditions économiques du monde entier.

On pourrait cependant penser que, protégée par son éloignement du théâtre des opérations, bénéficiant d'une tranquillité presque absolue grâce au loyalisme des populations indigènes, loyalisme qu'une habile politique avait su développer, l'Algérie a été sinon épargnée par la guerre, du moins à peine ébranlée

par des secousses qu'une situation privilégiée amortissait efficacement. Ce serait là une erreur profonde. Par sa position géographique, à raison de circonstances et de conditions particulières, l'Algérie devait, bien au contraire, subir un des contre-coups les plus immédiats et les plus violents de cette tourmente.

Rive septentrionale du continent africain, cette terre française est beaucoup plus étroitement rattachée à l'Europe qu'à l'Afrique, et cette situation contribue à resserrer l'intimité des liens qui l'associent à la bonne et à la mauvaise fortune de sa Métropole.

« L'Afrique mineure, affirme M. A. Girault, appartient beaucoup plus au monde méditerranéen qu'au monde africain.

» L'Afrique mineure appartient tout d'abord au monde méditerranéen par sa géographie. Par sa formation géologique, par son climat, par la production de son sol, elle se rapproche de l'Espagne, de l'Italie et du Midi de la France. La partie colonisable de la Berbérie, la partie fertile susceptible de nourrir une population dense, c'est celle qui regarde du côté de l'Europe (Le Tell) ou du côté de l'Atlantique. La Méditerranée constitue un trait d'union entre les pays dont elle baigne les rivages. La limite naturelle de l'Europe, dit M. Aug. Bernard, est plutôt le Sahara que la Méditerranée. »

« L'Afrique mineure appartient ensuite au monde méditerranéen par son histoire. Tous les envahisseurs étrangers qui successivement ont établi leur domination sur l'Afrique mineure : Phéniciens, Romains, Vandales, Byzantins, Arabes, Turcs, Français, sont venus du Nord, jamais du Sud. Ils ont traversé la Méditerranée ou ils en ont suivi les rives, mais il n'y a pas d'exemple de conquérants venus du Soudan. Quant à la race indigène elle-

» même, toutes les légendes relatives à son origine
» nous représentent ses ancêtres comme venus d'Asie
» ou d'Europe. L'histoire de la Berberie est intime-
» ment liée à celle des civilisations qui ont fleuri sur
» les bords de la Méditerranée » (1).

Cette affinité de l'Afrique mineure pour l'Europe méridionale s'est accrue au point de devenir une étroite dépendance depuis que l'expédition de 1830 l'a entraînée dans l'orbite de la France. La commotion qui allait secouer jusqu'au tréfonds l'Europe entière devait fatalement avoir des répercussions violentes de l'autre côté de la Méditerranée.

A peine adulte, l'Algérie, qui suivant la belle expression de M. V. Margueritte (2), « commençait seulement » d'être le champ fécond de la récolte après avoir été » longtemps l'avare sillon des semailles », n'était pas préparée à une crise aussi aiguë et aussi prolongée, éclatant dans une période qu'une longue sécheresse avait rendue désastreuse. Ainsi atteinte, alors que sa force de résistance se trouvait notablement diminuée, la vie économique de la Colonie allait davantage sentir les effets de la crise de main-d'œuvre, du resserrement du crédit et de la difficulté des transports.

§ I. — *La crise de main-d'œuvre*

La guerre, tant par la mobilisation que par les appels successifs des jeunes classes et par les engagements volontaires, a enlevé à l'Algérie 155,579 français et 187,221 indigènes, soit : 342,800 hommes, auxquels il faut ajouter plus de 100,000 ouvriers indigènes

(1) A. Girault : Principes de Colonisation et de Législation Coloniale, t. III, p. 6.

(2) « L'autre France » par Querouil Archinard, Lorin, Nesi et Garoby, préface p. 209.

fournis au Service des Travailleurs Coloniaux et, à partir de 1915, quelque milliers d'Italiens.

Comme tous les pays en lutte, l'Algérie va envoyer aux armées ses meilleurs travailleurs, les plus vigoureux, ceux de 18 à 45 ans. Le dixième de sa population totale est absorbé par les besoins de la guerre, et, proportion plus importante et plus grave, le cinquième de sa population européenne, c'est-à-dire de l'élément le plus instruit, le plus actif, de celui qui lui donne ses chefs d'entreprises, ses techniciens, ses spécialistes, ses ouvriers de métiers, en un mot de celui où se recrutent les véritables animateurs du pays.

Dans les premiers mois de la guerre cette absence des rouages essentiels de son activité provoqua dans la Colonie — comme partout ailleurs — une crise de chômage qui la mit aux prises avec de grosses difficultés. La fermeture des exploitations, des usines, des chantiers, plongea dans la misère la population indigène déjà fortement éprouvée par des récoltes déficitaires et privée par les événements et la fermeture de ses marchés habituels, de ressources sur lesquelles elle avait coutume de compter.

Mais, assez rapidement la situation fut complètement renversée. Dès 1915, à la crise de chômage succéda une crise de main-d'œuvre qui, au cours des années suivantes, fut encore accrue par l'appel de nouvelles classes et l'envoi dans la Métropole de contingents de plus en plus nombreux de travailleurs indigènes.

La masse indigène offrait certes des disponibilités suffisantes, numériquement, pour faire face, en manœuvres, aux besoins de la production. Un « Office du travail indigène » créé en 1916 à la Direction de l'Agriculture s'efforça de développer son utilisation ; mais l'appoint fourni par ce réservoir, pourtant immense,

resta très limité et beaucoup trop faible pour améliorer sensiblement la situation. Apathiques, imprévoyants, n'ayant l'habitude de travailler que sous l'empire du besoin, les indigènes grassement entretenus par les allocations, les primes d'engagements, les économies des travailleurs employés en France, enrichis par la vente de leurs récoltes et de leurs bestiaux avaient la vie beaucoup trop facile pour rompre avec leurs traditions de nonchalante mollesse.

§ II. — *La crise de crédit*

A côté du problème de la main-d'œuvre, la guerre a fait surgir une question d'une importance tout aussi capitale : celle du crédit.

Base de notre organisation, le crédit conditionne la production. Resserré étroitement, mesuré au compte-goutte comme il l'a été par des banques qui firent preuve d'une prudence que d'aucuns jugèrent excessive, il apportait de nouvelles entraves au maintien de la vie économique (1).

Sur ce resserrement du crédit dans la Colonie, les comptes rendus de son principal établissement — la Banque de l'Algérie — nous donnent des indications très significatives dans le tableau des opérations d'escompte :

EXERCICES 1 ^{er} Novembre au 31 Octobre	NOMBRE d'effets	SOMMES	MOYENNE des valeurs admisses à l'escompte
1912 — 1913	1.309.822	2.096.946.231 ^r	1.535
1913 — 1914	1.062.393	1.533.068.394	1.457
1914 — 1915	122.275	884.000.000	5.325
1915 — 1916	204.815	952.103.816	4.648
1916 — 1917	269.213	1.386.476.224	5.150
1917 — 1918	228.464	1.405.793.600	6.153

(1) C. f. : V. Demontès, l'Algérie pendant ces dix-huit mois de guerre.

Cette crise de crédit était particulièrement grave dans un pays en plein développement, où les immenses besoins absorbant les bénéfices dès leurs naissances avaient empêché la formation de réserves, et qui, par le trouble que la guerre apportait dans les relations internationales et le brusque arrêt du trafic, se voyait privé d'un grand nombre de ses débouchés.

§ III. — *La crise des transports*

Economiquement l'Algérie est une île, une île qui n'a pas plus à espérer des zones désertiques qui la bordent au sud, que des voisins qui la flanquent à l'est et à l'ouest. C'est seulement par la mer qu'elle peut recevoir ou envoyer. La Méditerranée est le canal de la circulation artérielle qui anime la vie de l'Algérie; toute perturbation dans le trafic maritime : atteinte à sa régularité ou diminution de son intensité, est pour la vie de la Colonie une cause de grave anémie, à laquelle son isolement ne permet guère de trouver un remède.

La crise des transports franco-algériens allait être d'autant plus aiguë, que la guerre aggravait encore la situation critique d'une marine marchande qui, depuis longtemps déjà, n'était pas à la mesure de l'importance des relations qu'elle devait assurer.

Alors que de 1893 à 1907 le commerce de l'Algérie avec la France augmentait de plus de 100 %, la flotte affectée à ce trafic diminuait singulièrement : tandis qu'en 1893, 74 vapeurs jaugeant 54,263 tonneaux étaient affectés au trafic franco-algérien, il n'y avait plus en 1907 que 50 vapeurs jaugeant 40,585 tonneaux. Sur ces 50 navires, 4 seulement avaient moins de 20 années (durée normale d'utilisation d'un vapeur). En 1913, à la veille de la guerre, cette situation était loin de s'être améliorée et, à l'occasion d'un débat

parlementaire à propos du naufrage du «St Augustin» M. Thomson, député algérien, constatait que le tiers des navires alors en service sur les lignes algériennes avait plus de 33 ans (1).

D'autre part les ports de l'Algérie n'ont pas suivi son rapide essor. L'exiguïté des bassins, l'insuffisance de la surface des quais entravent la circulation. Le manque d'outillage mécanique perfectionné oblige, pour toutes les opérations d'embarquement et de débarquement, à des manutentions lentes et coûteuses, se faisant à l'aide de nombreuses embarcations de servitudes qui réduisent encore la place disponible. L'encombrement des ports est par suite presque continu et les jours de planche se prolongent inutilement.

La réquisition des plus belles unités de notre flotte méditerranéenne pour le transport et le ravitaillement des troupes alliées en Orient, l'effet désastreux de la guerre sous-marine, en diminuant énormément une marine marchande déjà insuffisante, portaient à l'Algérie un préjudice considérable.

La raréfaction des relations maritimes générales et leur rupture complète avec les pays ennemis ou aux mains de l'ennemi, privant l'Algérie de certaines marchandises de première nécessité, notamment de machines et d'engrais pour son agriculture, de combustibles et de matériel roulant pour ses transports terrestres, vont considérablement entraver l'activité de ses forces productrices (2).

Les statistiques, publiées par l'Administration des Douanes de l'Algérie, sur le mouvement de la navigation, montrent qu'à l'importation, le tonnage des marchandises débarquées en Algérie a diminué, de

(1) Cf. : J. Sépulchre. Les transports Maritimes entre la France et l'Algérie. Thèse Paris 1924, pages 86 et s.

(2) Cf. : documents annexes : Tableau X.

1913 à 1918, de 78,6 %. Si l'on considère seulement les relations de la Colonie avec la France la diminution est de 63 % (1).

Cette pénurie de navires allait, en même temps, paralyser les exportations algériennes : de 1913 à 1918 le tonnage des navires assurant les exportations de la Colonie en France baisse de 51,5 % (1). Cette crise des transports maritimes devait peser d'autant plus lourdement sur le mouvement des exportations de l'Algérie que ce trafic porte sur des marchandises de faible densité économique, des marchandises très lourdes, très encombrantes, d'un transport difficile, fortement grevées par la hausse du frêt, des marchandises qui, comme le vin, exigent non seulement un fort tonnage, mais encore nécessitent pour voyager un important matériel spécial, que le brusque arrêt de la circulation commerciale, causé par la déclaration de guerre, immobilisa de longs mois sur tous les points de la Métropole, des denrées périssables qui réclament des services rapides et surtout réguliers.

Les difficultés tenant à la diminution du tonnage disponible se compliquent encore du fait de l'insécurité de la navigation. Pour échapper aux sous-marins, les navires doivent suivre des routes surveillées, ce qui, le plus souvent, allonge démesurément les traversées ; pour mieux tromper la vigilance ennemie on les fait partir inopinément, alors même que leur cargaison n'est pas complète.

Déjà ralenties par l'insuffisance du matériel naval, par les embarras d'un aconage qui, réduit au transport à dos d'hommes faute d'engins mécaniques, se ressentait forcément de la crise générale de main-d'œuvre, les relations maritimes franco-algériennes furent éga-

(1) Cf. : documents annexes : Tableaux III, IV, V, VI.

lement victimes de l'encombrement des ports métropolitains privés aussi de bras et embouteillés par la crise parallèle des transports terrestres (1). Bientôt même, avec l'intensification de la guerre sous-marine, presque tout le trafic se concentra sur les ports méditerranéens alors qu'en temps normal la plus grosse partie des expéditions algériennes se déversait sur les quais des ports de l'Océan, de la Manche et de la Mer du Nord (2).

Pour remédier aux effets désastreux de cette crise, le Gouvernement, instamment sollicité par les intéressés, décida, conformément à la loi du 2 avril 1889, de suspendre le monopole du pavillon.

« Le Gouvernement, disait le rapport des Ministres » au Président de la République, doit se préoccuper » des moyens d'assurer les transports maritimes entre » la France et l'Algérie. Depuis les hostilités, la régularité des services habituels entre la Métropole et ses » possessions méditerranéennes a cessé, par suite de » la réduction du tonnage commercial. La situation » s'est aggravée de telle sorte que la crise des transports menace aujourd'hui de paralyser complètement la vie économique de l'Algérie aussi bien que » d'entraver le ravitaillement normal de nos armées. » Les plaintes de toutes les associations commerciales de l'Algérie et celles des Chambres de Commerce françaises intéressées attestent la nécessité de » porter remède, sans délai, à des embarras qui ne » sauraient se prolonger sans péril. C'est ainsi notamment que les propriétaires viticulteurs et les négociants en vins d'Algérie, par suite de l'interruption » des relations avec les ports de Rouen et de Nantes,

(1) Cf. : Exposé de la situation générale de l'Algérie, année 1915, p. 412, année 1916, p. 465 et s. et année 1917, p. 576 et s.

(2) Cf. : Documents annexes : Tableau VII.

» se trouvent dans l'impossibilité non seulement de
» satisfaire aux engagements importants qu'ils ont
» contractés, mais encore de loger la récolte en raison
» de l'absence de fûts vides qui ne leur ont pas fait
» retour. De même, les éleveurs ne peuvent embar-
» quer les moutons qui leur sont demandés en quanti-
» tés très élevées. Les transports de laines rencontrent
» également de grandes difficultés. Enfin l'heure est
» venue de se préoccuper de la campagne des pri-
» meurs et d'envisager celle des céréales.

» Le Gouvernement Général de l'Algérie, ému des
» embarras croissants auxquels les trois départements
» placés sous sa haute autorité se trouvent exposés,
» nous sollicite instamment d'adopter d'urgence des
» mesures capables d'y mettre un terme.

» Les appels à l'armement français ne sauraient,
» dans les circonstances actuelles être suivis d'effets.
» La tâche à accomplir dépasse les moyens dont il
» dispose étant donné que tous ses efforts ne peuvent
» être concentrés sur une seule direction.

» Nous croyons devoir vous proposer de suspendre
» pendant la durée des hostilités le monopole du pa-
» villon. Cette mesure, qui est réclamée par les repré-
» sentants autorisés du commerce et par le Gouverne-
» ment Général de l'Algérie, nous paraît la plus pro-
» pre à satisfaire les intérêts essentiels de la nation ».

La suspension du monopole du pavillon, réalisée
par le décret du 29 mai 1915, n'améliora que faible-
ment la situation.

D'abord la guerre par les réquisitions, les captu-
res, les coulages, avait considérablement réduit la ca-
pacité de la flotte commerciale du Monde, toutes les
relations maritimes, à des degrés divers, étaient affec-
tées par la crise des transports. De plus, quelques rai-
sons importantes éloignèrent les armateurs étrangers

des services franco-algériens : la crainte de voir le monopole du pavillon rétabli d'un moment à l'autre, la suspension n'étant prévue que pour la durée des hostilités, l'insécurité de nos côtes étroitement surveillées par les sous-marins ennemis, enfin les conditions même du trafic étaient peu séduisantes. Assurés d'un frêt important dans les ports de l'Algérie les navires étrangers subissaient dans les ports métropolitains la concurrence écrasante des compagnies françaises mieux organisées et en relations habituelles avec les expéditeurs.

C'est de cette crise des transports que l'Algérie va surtout souffrir. Par un redoublement d'énergie elle a pu, en partie, pallier au déficit de sa main-d'œuvre, grâce aux prix élevés atteints par ses produits, à une balance commerciale favorable, elle fut assez rapidement à la tête d'avances suffisantes pour activer sa production. Mais par la difficulté toujours croissante des transports maritimes (1) son effort de guerre fut véritablement étouffé, et alors que la situation critique de la Métropole imposait un rationnement sévère, faute de matériel naval, des tonnes de denrées pourrissaient sur les quais de l'Algérie.

D'autre part, cet effort s'est heurté aux difficultés provenant de l'absence de toute espèce de préparation à la guerre dans l'ordre économique.

Pendant les premiers mois des hostilités la croyance

(1) Des inventaires du matériel naval laissé à la disposition de l'Algérie, dressés par la « Commission Algérienne des Transports maritimes », il ressort que du 1^{er} août 1914 au 1^{er} août 1916 le nombre total des navires, leur portée collective, le tonnage annuel sont respectivement descendus :

de 109 à 50 unités.

de 313,000 à 76,000 tonnes.

de 11,290,000 à 3,631,000 tonnes.

(Exposé de la situation générale de l'Algérie, Année 1916, p. 460).

à une guerre très courte et dont l'issue ne pouvait dépendre que des opérations militaires, fit négliger la recherche de solutions pratiques permettant une utilisation rationnelle des ressources de notre empire colonial (1). Pour ne citer qu'un fait, il fallut non seulement les démarches réitérées du Gouvernement Général de l'Algérie, mais encore l'exemple de l'Intendance des troupes Hindoues stationnées à Marseille pour vaincre les résistances de l'Administration de la guerre et l'amener à faire profiter le ravitaillement des armées en campagne des vastes ressources du cheptel algérien (2). Quand par la suite, la prolongation des hostilités et les embarras économiques qu'elles entraînaient, nécessitèrent des interventions urgentes, les décisions hâtives, insuffisamment étudiées, la tendance des services métropolitains à diriger le ravitaillement et le transport des produits algériens sans consultation préalable des autorités locales, seules au courant des habitudes, et des conditions spéciales à la colonie, les exigences draconiennes des compagnies de navigation, les séries de contre-ordres auxquels donnèrent lieu la fixation des quantités à fournir et des prix à payer, compliquèrent la tâche des administrations chargées des achats et de la délivrance des permis d'exportation et découragèrent les producteurs, souvent exploités par la spéculation mieux au courant du futur mouvement des prix.

Nous ne pouvons, sous peine d'être entraînés trop

(1) Dès le début de la guerre, il est vrai, pour conserver au pays toutes ses ressources et s'opposer au ravitaillement de l'ennemi, des décrets prohibèrent la sortie d'objets et marchandises dont la liste fut par la suite considérablement allongée, ce régime était du reste tempéré par des dérogations générales ou spéciales en faveur des pays alliés ou neutres.

(2) Cf. : Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1915, p. 434.

loin dans de fastidieux développements, nous étendre sur toutes ces erreurs. On en trouve, du reste, un compte rendu détaillé — réserves faites du plaidoyer *pro domo* que constituent ces documents — dans les Exposés de la situation générale de l'Algérie concernant les années de guerre.

CHAPITRE II

Les exportations de l'Algérie en France pendant la Guerre

Les multiples entraves qui paralysèrent les facultés productrices et surtout limitèrent le volume des expéditions de la Colonie expliquent et justifient le fléchissement, presque général, que les statistiques décèlent dans le mouvement de ses exportations en France de 1913 à 1918. Toutefois, notons le bien à l'avantage de l'Algérie, cette diminution est de beaucoup inférieure à celle subie par ses propres importations : de 1913 à 1918 le tonnage des marchandises embarquées en Algérie à destination de la France diminue de 37,5 % alors que le tonnage des marchandises débarquées et provenant de la Métropole tombe de 63 % ; si l'on considère le mouvement général de la navigation (France, Colonies, Etranger) à l'importation en Algérie, le tonnage des marchandises baisse de 78,6 % tandis qu'à l'exportation le recul est seulement de 55,8 % (1).

Par ailleurs, certains éléments de ces statistiques appellent quelques rectifications.

En principe la totalité de la production algérienne était réservée au ravitaillement de la Métropole, notamment dès le 28 mai 1915 un arrêté du Gouverneur Général, pour conserver aux besoins de l'armée les ovins de la Colonie, limitait le commerce privé aux

(1) Cf. : Documents annexes. Tableaux III à VI.

animaux refusés par les commissions de réception ou ne remplissant pas les conditions exigées. Or ces commissions payaient aux éleveurs des prix bien inférieurs au taux pratiqué sur les marchés métropolitains. Comme c'est seulement en 1918 que ce régime fut appliqué à la Tunisie, jusqu'à cette date, la liberté d'exportation permit aux négociants de la Régence de vendre leurs moutons au prix fort sur le marché marseillais. Encouragée par les facilités qu'offrait une frontière fictive et trop étendue pour être efficacement surveillée, une véritable contrebande s'organisa et, de 1915 à la fin de 1917, c'est par dizaines de mille que les moutons algériens grossirent les statistiques d'exportation du Protectorat voisin.

La pénurie de navires et plus encore le manque de futailles pour le transport des vins algériens nécessitèrent la transformation de ces vins en alcool. La distillation, favorisée par les hauts prix de vente de l'alcool, réduisant le volume du liquide au dixième, facilitait considérablement les exportations. Aussi constate-t-on, notamment en 1918, une baisse importante des vins exportés et une élévation corrélative des quantités d'alcool pur expédiées.

De même le traitement des laines, achetées en 1917 et 1918, dans une laverie installée aux environs d'Alger, en les débarrassant, avant l'embarquement, de toutes les matières inutilisables, c'est-à-dire d'au moins 60 % de leur poids, permit une économie importante de frêt et de place.

Enfin, en dehors des exportations à destination de la France il convient de signaler — car c'était bien là dans l'ordre économique une participation directe de l'Algérie à la guerre — les envois au corps expéditionnaire d'Orient (1) (Insignifiants en 1915: 837,000 fr., ils atteignirent 27,477,000 francs en 1916 ; 39,019,000

(1) Cf. : Documents annexes : Tableau XII.

francs en 1917 et 50.887,000 francs en 1918), et les minerais d'antimoine, de fer, de zinc, de cuivre et de plomb fournis aux établissements des pays alliés travaillant pour la défense nationale.

Pendant la guerre l'intendance militaire fut la grosse acheteuse des produits algériens, procédant soit par voie de réquisition, soit par voie d'achats à caisse ouverte.

Des « Commissions » composées de personnes compétentes (assistées d'experts, de vétérinaires, de représentants de l'Administration et de l'Armée) furent instituées dans les principaux ports d'embarquements (1) pour les achats de bétail (ovins, bovins, porcins) et dans les principaux centres des régions productrices pour les campagnes lainières, pour celles des céréales et pour celles des vins. Les opérations de ces commissions qui donnèrent entière satisfaction aux producteurs, aux éleveurs et aux besoins du ravitaillement eurent de plus l'avantage, en évinçant toute espèce d'intermédiaire, de faire réaliser au trésor de sérieuses économies. Rien que sur les ovins, la comparaison du prix de revient des animaux algériens rendus en France avec les cours pratiqués dans la Métropole fait ressortir pour l'ensemble de la fourniture des années 1915-1916-1917-1918, une économie de plus de 40 millions de francs (2).

Dans les statistiques qui suivent nous donnons pour chaque article, et par année, le total des quantités envoyées en France par la Colonie sans faire de distinc-

(1) Alger, Oran, Mostaganem, Bône et Philippeville.

(2) Cf. : Trouette. Les achats d'ovins algériens pour l'armée en 1915, Alger 1916, et les Exposés de la situation générale de l'Algérie des années 1915 à 1918.

tion entre les achats du service de l'Intendance Militaire, du service du Ravitaillement et les Exportations du commerce privé. Un tel départ, outre qu'il serait impossible à établir d'une façon précise à raison des cessions nombreuses que se firent les différents services, n'offre, à notre sens, aucun intérêt appréciable. La lutte dès l'automne de 1914 avait pris la forme d'une véritable guerre de siège et dès lors, la capacité de résistance du Pays dépendait non pas seulement du ravitaillement des troupes, mais des approvisionnements de l'ensemble de l'immense camp retranché qu'il constituait.

Tableau analytique des exportations de l'Algérie en France pendant la guerre
(COMMERCE SPÉCIAL)

I. — PRODUITS AGRICOLES

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ	MOTENNE annuelle pen- dant la période quinquennale 1909-1913	1914	1915	1916	1917	1918
Vins ordinaires	Hect.	6.457,928	5.036,944	8.162,331	4.835,464	5.571,128	2.578,623
Mistelles.	—	63,034	51,203	36,155	49,967	49,990	8,762
Eaux de vie et esprits, (Alcool pur). . .	—	31,142	42,883	59,920	26,916	449,492	457,490
Tactres et lie de vin	quint.	31,890	48,281	26,337	15,485	10,630	7,547
Marcs de raisin et moûts	—	79,535	44,252	73,684	53,827	68,974	43,275
Huile fixe pure d'olive	hect.	38,308	43,678	48,114	77,034	22,943	3,692
Grains de froment, épeautre et méteil .	quint.	1,345,260	1,208,190	1,147,564	763,933	241,442	594,385
Grains d'avoine	—	544,090	686,815	507,828	867,440	413,804	884,486
Grains d'orge	—	779,688	547,643	310,347	1,325,910	301,705	761,390
Grains de maïs.	—	1,982	0	1,920	6,495	87	2,264
Farine de froment	—	77,334	73,597	63,815	45,731	66,161	9,343

I. — PRODUITS AGRICOLES (Suite)

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ	MOYENNE annuelle pro- duisant la période quinquennale 1909-1913	1914	1915	1916	1917	1918
Son de toutes sortes de graines.	Quint.	157.107	135.403	90.544	168.998	165.085	238.104
Légumes frais, salés ou conservés . .	—	224.158	211.837	173.708	138.862	98.266	42.900
Légumes secs et leurs farines.	—	54.814	21.050	61.135	121.412	256.444	137.558
Pommes de terre.	—	203.284	142.806	82.197	126.803	91.027	106.715
Citrons, oranges, mandarines	—	125.778	99.372	104.729	113.645	103.797	127.443
Raisins de table	—	98.982	92.420	92.061	50.875	30.525	5.147
Fruits confits	—	5.562	7.377	6.950	23.044	20.358	9.740
Figues sèches de table	—	83.706	31.893	99.087	109.276	187.275	178.182
Dattes.	—	48.216	25.957	46.332	56.032	81.754	88.796
Caroubes	—	38.738	18.709	24.900	33.526	73.624	28.606
Fourrage	—	29.230	1.980	29.049	91.209	77.264	4.012
Crin végétal.	—	84.470	70.933	95.142	180.754	154.457	83.456
Alfa.	—	7.154	7.302	3.189	13.963	9.716	1.434
Tabac en feuilles.	—	35.162	38.921	54.767	27.342	16.808	53.824
Liège brut	—	76.000	44.670	60.600	75.500	40.320	35.690
Écorce à tan	—	30.438	20.126	53.448	31.665	19.957	8.446

II. — Produits de l'Élevage et de la Pêche

DÉSIGNATION	UNITÉ	MOYENNE annuelle pendant la période quinquennale 1909-1913	1914	1915	1916	1917	1918
Béliers, Brebis, Moutons et Agneaux . .	Tête	1.042.972	682.113	1.088.260	803.963	644.200	267.738
Bovins	—	13.954	703	28.856	16.778	6.623	275
Porcins	—	40.240	687	14.232	20.418	19.062	4.379
Chevaux	—	3.198	2.299	3.127	420	49	»
Mules et Mulets	—	890	444	2.541	328	53	»
Laines en masse	Quint.	79.918	68.448	109.907	64.730	21.379	46.572
Peaux brutes	—	28.582	24.566	32.514	34.382	34.758	20.979
— préparées	—	272	522	331	404	266	140
Œufs de volailles et de gibier	—	1.549	1.332	7.270	19.110	27.108	21.190
Poissons frais, salés ou conservés . .	—	22.830	10.328	20.366	30.297	24.449	14.819

III. — Produits de l'Industrie (1)

DÉSIGNATION	UNITÉ	MOYENNE annuelle pendant la période quinquennale 1909-1913	1914	1915	1916	1917	1918
Phosphates naturels	Tonne	48.422	126.713	4.756	28.573	63.299	104.378
Mineral de fer.	—	33.577	26.511	19.580	40.606	30.931	4.550
— de plomb	—	16.690	6.382	14.603	21.015	19.035	14.404
— de zinc	—	8.282	2.592	4.910	6.095	7.784	7.787
— d'antimoine	—	»	1.400	2.639	8.036	9.174	1.840
Tabacs fabriqués.	Quint.	1.176	874	8.516	14.661	38.137	29.759
Pâtes alimentaires, Gruaux et Semoules en graux	—	22.836	22.765	22.302	139.142	36.752	43.214
Produits chimiques.	—	»	»	82.981	196.534	79.741	14.292

(1) Quelques ateliers, notamment ceux des Chemins de fer de l'Etat et ceux de l'Ecole coloniale d'apprentissage de Dellys, s'ingénierent à employer leur outillage à la fabrication de munitions de guerre (obus et grenades). Les statistiques publiées ne contiennent aucune précision sur ces envois.

DEUXIÈME PARTIE

L'Apport en main-d'œuvre

CHAPITRE PREMIER

La main-d'œuvre indigène algérienne employée en France avant la guerre et au début des hostilités

L'exode des indigènes algériens vers les entreprises industrielles et agricoles de la Métropole n'est pas un phénomène né de la guerre. Le bouleversement économique provoqué par la mobilisation n'a fait que mettre en lumière l'avantage, qu'en l'occurrence, le pays pouvait tirer d'un courant d'immigration spontané et déjà sensible. On a tout naturellement songé à l'organiser, l'amplifier, en le canalisant vers les branches de la production les plus utiles à la conduite de la guerre et à la subsistance de la nation.

Assez restreint dans les premières années du siècle, ce mouvement, bien que s'accéléraut très rapidement, restait toutefois limité, avant 1914, d'une façon à peu près exclusive, aux Kabyles « les Chinois des pays barbaresques ».

Les causes de cette immigration des Kabyles en France sont assez faciles à analyser :

Par tempérament ces Berbères, dignes descendants des mercenaires qui suivirent Annibal à travers l'Europe, aiment les déplacements lointains. C'est aussi et surtout par nécessité que ces montagnards abandonnent les hauteurs pittoresques du Djurdjura. Peuple prolifique, les Kabyles se trouvent enserrés dans des limites de terres cultivables beaucoup trop étroites, malgré la modicité de leurs besoins et leur acharnement au travail, depuis que la souveraineté française a enrayé les luttes meurtrières, qui constituaient pour l'excès de population un exutoire efficace, copieusement alimenté par de perpétuelles rivalités de tribus (1). La maladie qui, elle aussi, décimait fortement ces indigènes, recule chaque jour davantage devant les mesures d'hygiène et les campagnes prophylactiques de nos administrateurs et de nos médecins. L'enseignement de plus en plus répandu développe les esprits (2) ; le spectacle de la vie des colons européens éveille le désir du bien-être, fait connaître des besoins nouveaux. Il faut aller chercher ailleurs les ressources que le sol natal ne peut plus fournir.

C'est au colportage que le Kabyle, qui a du commerce un sens très aigu, va d'abord demander de résoudre le problème de la vie singulièrement compliqué par la civilisation du « roumi ». Son activité se limitera longtemps à l'Afrique du Nord. Poussant son bourriquot, qui plie sous le poids de sa pacotille, il visite les douars et vend à gros bénéfices de la bim-

(1) Dans certaines communes de la Grande Kabylie la densité de la population au kilomètre carré atteint 200. La densité moyenne de l'Algérie est de 13.

(2) La commune mixte de Fort-National a dépensé dans les 20 années qui ont précédé la guerre plus de 1 million pour construire des écoles indigènes.

beloterie, de la bonneterie, de la parfumerie, quelquefois même, en contrebande, de la poudre.

Certains, plus entreprenants — sans doute alléchés par les prix forts que consentent à payer les Français nouvellement arrivés dans la Colonie et incapables d'apprécier la valeur exacte des articles indigènes, surtout peu familiarisés avec des habitudes de marchandage — passent la mer (1) et viennent sur nos boulevards à la terrasse de nos cafés offrir des tapis d'Orient, des bijoux, de la maroquinerie. Leurs stocks épuisés, ils cherchent de l'embauche ou bien, retournant au pays, ils vantent la fièvre de notre activité économique et encouragent le départ de camarades tentés par le merveilleux des récits des voyageurs et les salaires plus élevés de la Métropole (2).

Ce premier noyau, qui comprenait également quelques conducteurs de bestiaux restés à Marseille ou à Cette, après avoir livré les troupeaux dont ils avaient la charge, grossit rapidement. Des patrons, des contre-maîtres qui, au cours d'un séjour en Algérie, avaient eu l'occasion d'apprécier les qualités de travail et d'endurance des Kabyles songèrent à les utiliser pour remplacer des grévistes ; ces premières expériences donnant de bons résultats leur exemple fut suivi. D'abord limité aux huileries et raffineries de la région provençale, le mouvement gagna Paris et le Nord, notamment le bassin houiller du Pas de Calais.

Le Gouvernement Général de l'Algérie voyait d'un assez bon œil cette émigration qui, sans porter préjudice à la colonisation, étant donné la faible impor-

(1) Ils devaient obtenir de l'Administration algérienne un permis de voyage (Estoublon et Lefebure, Code de l'Algérie, page 1.017.)

(2) Avant la guerre, en Algérie leur salaire variait suivant les localités, entre 1,25 et 4 fr. alors qu'en France ces Kabyles gagnaient au minimum 4,50 par jour.

tance des départs eu égard à la population indigène, était susceptible d'améliorer la situation très précaire des familles du Djurdjura et d'écarter la crise de main-d'œuvre qui menaçait plusieurs branches de l'industrie française. En 1912, pour avoir une idée précise de l'importance des contingents indigènes algériens employés dans les entreprises métropolitaines il fit procéder à une enquête par l'intermédiaire des Préfectures de France. Celle-ci révéla la présence d'environ 5,000 indigènes algériens résidant principalement à Marseille (2,000 dans les huileries, raffineries).

A Paris (600 dans les raffineries, les chemins de fer).
A Clermont-Ferrand (40 aux usines Michelin).

Dans le Pas de Calais (400 dans les mines).

Dans le Nord (80 dans les usines du bassin de Maubeuge (1).

Un arrêté du Gouverneur Général en date du 18 juin 1913, « apportant des atténuations au régime de l'indigénat », généralise, dans son article 2, la suppression du permis de voyage en partie réalisée déjà par la circulaire du 28 janvier 1905 (2).

C'est une facilité de plus accordée aux émigrants qui n'ont qu'à se munir d'une simple carte d'identité et justifier d'une vaccination préalable.

Les départs dès lors se multiplient.

A cette époque la « Question indigène » est à l'ordre du jour. Nos grands journaux — en particulier « Le Temps » — lui consacrent de nombreux articles. Cette campagne de presse trouve un écho au Parlement. On défend non seulement le fellah soumis à l'arbitraire

(1) Cf. : Le tableau annexé au rapport de la Commission d'enquête de 1914 : « Les Kabyles en France », Barrillier, éditeur, Beaugensy 1914.

(2) Cette suppression est confirmée par la loi du 15 juillet 1914 (art. 17) Cf. : Rev. Alg. et Tun. de législ. 1914, III, 904,

des Administrateurs des communes mixtes, mais encore l'ouvrier Kabyle qui apportant à nos mines du Nord le secours de ses bras est victime de l'exploitation des compagnies. Une enquête approfondie, scrupuleusement instruite par une commission comprenant un notable musulman, prouva aisément l'exagération des reproches formulés à la tribune par le Député Doisy : refus par les compagnies d'accorder à ces sujets français le bénéfice de la loi sur les accidents du travail, entassement de ces ouvriers dans des baraquements malsains (1).

Du reste, l'engouement des intéressés eux-mêmes aurait suffi à démontrer l'outrance de ces critiques.

On estime en effet à environ 20,000 le nombre des indigènes algériens travaillant en France au moment où la déclaration de guerre vint paralyser notre vie économique. Beaucoup d'entre eux employés dans le Nord — quelques-uns même en Belgique — furent surpris par l'invasisseur. Ceux qui purent s'enfuir reflurent sur Paris où le Directeur de l'Office de l'Algérie s'ingénia à leur procurer du travail dans divers établissements. Le service du Génie en embaucha une notable partie pour les travaux de défense du camp retranché. Certains, cependant, malgré tous ces efforts, restaient sans emploi. Dénués de ressources ils furent rassemblés par les soins du Directeur de l'Office de l'Algérie, dont les nombreuses démarches aboutirent à les faire installer dans un camp de concentration, au Bois de Boulogne, où ils étaient entretenus aux frais de la Colonie.

C'était là une mesure purement provisoire destinée à parer à une situation qui, étant donné les circonstances, aurait pu devenir dangereuse pour l'ordre

(1) Cf. : *Journal Officiel* 18 décembre 1913, page 3,858 — et le Rapport précité de la Commission d'Enquête de 1914.

public. Livrés à eux-mêmes, oisifs, miséreux, ces hommes encore mal policés auraient vagabondé à travers la ville, occasionnant de graves désordres à un moment où, l'ennemi approchant de Paris, l'Autorité n'avait pas assez de toutes ses forces pour conjurer les périls extérieurs.

L'Administration algérienne fit alors de pressantes démarches auprès du pouvoir central pour obtenir un emploi rationnel de ces ouvriers : elle suggéra leur utilisation dans des exploitations agricoles ou industrielles. Elle demanda également, que ceux d'entre ces indigènes qui voulaient s'engager fussent admis à servir dans nos régiments ou bien envoyés dans les bataillons de tirailleurs en formation dans le Midi.

Toute l'attention du Gouvernement était alors retenue par les événements militaires, cette masse d'hommes devenait gênante dans une capitale menacée. L'armée réclamant pour ses besoins la libre disposition du camp du Bois de Boulogne, la solution la plus radicale fut adoptée : on ordonna le rapatriement de ces travailleurs en Algérie par les soins et aux frais de la Colonie.

La lutte apparaissait en août 1914 comme devant être rapidement décisive : c'était la conception de notre Etat-Major et aussi celle de l'ennemi — parti pour « une guerre fraîche et joyeuse ». On comptait sur une campagne de quelques mois, certains même, invoquant la puissance meurtrière des engins modernes, parlaient de quelques semaines. Mais dès l'automne, après que la guerre de tranchée eût définitivement remplacé la guerre de mouvement, le principe d'une campagne très courte est démenti par les faits. On sent la nécessité de pourvoir encore pendant plusieurs mois aux besoins de nos armées, nos stocks

sont épuisés, les magasins de nos arsenaux sont vides. Il faut produire. Des usines de guerre s'organisent hâtivement, elles font un large appel à la main-d'œuvre considérablement raréfiée par la mobilisation de toutes les forces vives de la nation, elles offrent des salaires d'un taux jusqu'alors inconnu.

Un grand nombre des indigènes algériens qui avaient été rapatriés reprirent le chemin de la Métropole. Les conditions exceptionnellement avantageuses des emplois qu'ils trouvaient furent vite connues dans la Colonie, et le mouvement d'exode prit bientôt de telles proportions que l'Administration algérienne fut obligée d'intervenir. Ce n'étaient plus seulement des Kabyles sobres, endurants, travailleurs, économes, mais des masses d'indigènes de toutes provenances qui, attirés par les hauts salaires, s'embarquaient pour la France. Leur recrutement donnait lieu parfois à des embauchages scandaleux. Les individus les plus suspects partirent clandestinement et ne tardèrent pas à se faire remarquer par leurs méfaits et par les troubles qu'ils occasionnèrent dans les établissements employeurs. Mauvais sujets, de la moralité la plus douteuse, de mœurs sauvages, ils suscitèrent bien vite des ennuis à la Police.

Avertie, l'Administration algérienne, forte des droits qu'elle tenait de l'état de siège, endigua cette vague d'indésirables par un contrôle plus rigoureux des départs.

CHAPITRE II

Organisation du Recrutement de la main-d'œuvre indigène algérienne pendant la guerre

I. — AVANT LE DÉCRET DU 14 SEPTEMBRE 1916

Jusqu'au milieu de l'année 1915, le courant vers la France a été alimenté spontanément, librement, par des indigènes séduits par les avantages des emplois offerts dans les entreprises métropolitaines — avantages incomparablement supérieurs à ceux qu'ils pouvaient trouver dans la Colonie. Parfois même, ce flot fut considérablement grossi grâce à l'activité de courtiers, véritables racoleurs de main-d'œuvre, opérant pour le compte de quelques industriels — mais aucune intervention officielle ne s'était encore produite dans le recrutement des travailleurs indigènes en Algérie. L'initiative privée seule jouait, l'Administration limitant son action à un rôle de police : la surveillance des embarquements pour empêcher le départ d'indésirables.

En juin 1915, avec la nécessité de procéder aux travaux des moissons, allait apparaître la première tentative officielle d'utilisation en France de la main-d'œuvre indigène, la première organisation du recrutement des travailleurs en Algérie,

Même en temps normal l'agriculture française est obligée, pendant la période des moissons, de recourir largement à la main-d'œuvre étrangère ; notamment à des ouvriers venant de Belgique, d'Italie, d'Espagne. La grande masse de la population rurale masculine étant aux armées, et la plupart de ses collaborateurs ordinaires retenus dans leur pays par la guerre, le Gouvernement songea à employer aux champs des indigènes algériens.

Des pourparlers s'engagèrent entre les Ministères de la Guerre, de l'Agriculture, du Travail et le Gouvernement Général de l'Algérie. Il fut décidé qu'un premier essai d'utilisation de la main-d'œuvre indigène serait tenté dans les départements d'Eure-et-Loir et du Loiret où, d'après les rapports des préfets, la pénurie de personnel était particulièrement à craindre.

Très rapidement l'Administration algérienne embaucha les effectifs réclamés : 1.037 ouvriers kabyles (821 à destination de l'Eure-et-Loir et 216 à destination du Loiret). Leur salaire journalier était fixé à 5 francs sans la nourriture, ou 3,50 avec la nourriture et le logement.

Ces ouvriers furent mis, par les soins des préfets, à la disposition des employeurs. De préférence, pour maintenir leur moral et éviter l'effet déprimant de l'isolement au milieu de populations si différentes par les coutumes, les croyances, la mentalité, on groupa autant que possible ces Kabyles dans de grandes exploitations en les soumettant au régime du salaire au taux de 3,50 avec nourriture et logement, leur âpreté au gain, leur esprit d'économie, qui confine souvent à l'avarice, les faisant consacrer à leur entretien une somme beaucoup trop réduite pour leur assu-

rer une alimentation susceptible de les maintenir en bon état de force et de santé.

Cette première expérience officielle fut satisfaisante. Les témoignages recueillis par le Directeur de l'Office de l'Algérie à Paris qui, à plusieurs reprises, se rendit sur les lieux mêmes où étaient employés les indigènes algériens, furent d'une façon à peu près générale, nettement favorables (1). Si, çà et là, il y eut quelques mécomptes la faute en fut surtout au défaut d'encadrement de ces travailleurs, dépaysés et laissés en tête à tête avec des patrons habitués à commander des ouvriers européens beaucoup plus souples et plus maniables.

Les résultats heureux de cet essai, venaient fortifier les espoirs fondés sur les ressources en main-d'œuvre de la Colonie, au moment où la tournure des événements militaires annonçait aux plus optimistes une prolongation, encore indéterminée, des hostilités.

Le succès trop limité de l'offensive française de septembre 1915, démontrait la nécessité d'accroître encore un matériel qui, — bien que formidable, comparé à celui dont nos troupes disposaient l'année précédente — apparaissait encore insuffisant pour remplir le rôle décisif que la tactique moderne lui faisait jouer dans la bataille.

Une nouvelle impulsion est donnée à la production des usines de guerre. On s'efforce de tirer parti de toutes les forces productrices dont dispose le pays. On obtient de l'armée, qui veille jalousement sur ses effectifs, la mise en sursis des ouvriers spécialistes. La main-d'œuvre féminine fournit d'importants contingents. L'emploi de travailleurs coloniaux, devient une nécessité impérieuse ; le Gouvernement central

(1) Cf. : Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1915, pages 511 et suivantes.

fait appel à toutes les Colonies, et leur demande d'apporter à la mère-patrie la contribution en hommes nécessaires.

Des essais d'embauchage en Algérie, pour le compte du sous-secrétariat d'Etat de l'Artillerie et des Munitions, confiés à un recruteur privé, n'ayant donné que des résultats insuffisants, le Ministre de la Guerre eut l'idée de centraliser dans un service spécial, toutes les questions relatives au recrutement de la main-d'œuvre coloniale et, après une entente avec les autres départements ministériels, il créait par arrêté du 26 décembre 1915, le « Service de l'Organisation des Travailleurs Coloniaux », rattaché le 1^{er} janvier 1916 à la Direction des troupes coloniales.

Cet organe, qui comprenait notamment une Section nord-africaine en liaison avec le Ministère de l'Intérieur et celui des Affaires étrangères, avait pour fonction :

1° L'étude de toutes les questions se rattachant au recrutement de la main-d'œuvre coloniale : encadrement, habillement, logement, nourriture, hygiène, discipline, etc... ;

2° La préparation de tous règlements et instructions nécessaires pour fixer les conditions d'utilisation de la main-d'œuvre indigène dans les établissements de l'Etat ou les services extérieurs ;

3° La centralisation des demandes de personnel et sa répartition entre les divers services ;

4° La surveillance des établissements employeurs et le contrôle de l'application des règlements.

Dès le 9 février 1916, ce « Service de l'Organisation des Travailleurs Coloniaux » faisait paraître une « Instruction relative à la création d'un corps civil d'agents d'administration pour le cadre des groupements des travailleurs coloniaux ». Leur action ne de-

vait s'exercer qu'en dehors des établissements où étaient employés les travailleurs coloniaux, mais ils restaient à la disposition des directeurs des établissements de l'Etat pour exécuter toutes les mesures nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Dans les établissements privés, ils devaient, dans les mêmes conditions, se concerter avec le personnel chargé du contrôle de ces établissements. Ces agents étaient, de préférence, choisis parmi les anciens militaires ayant servi dans les corps indigènes ou les anciens fonctionnaires de l'Administration coloniale.

En même temps, était publié un « Règlement » fixant les conditions de recrutement des travailleurs Nord-africains qui devaient alimenter les groupements dont on créait les cadres.

Les contrats d'embauchage ne pouvaient être passés que pour un minimum de trois mois. Il était nettement spécifié que les ouvriers engagés ne participeraient pas aux opérations de guerre.

Ces ouvriers étaient divisés en deux catégories :

- 1° Ouvriers spécialistes ;
- 2° Manœuvres et ouvriers agricoles.

Pendant leur séjour dans la Métropole, ils recevaient un salaire journalier, le logement, la nourriture et l'habillement, de plus, ils touchaient une prime d'engagement. Les salaires, dûs pour une journée de travail effectif de dix heures, et les heures supplémentaires étaient payés aux taux suivants :

	SPECIALISTES		NON-SPECIALISTES	
	Salaire journalier	Heures suppl.	Salaire journalier	Heures suppl.
Contremaitre.	4'50	0'90	3'50	0'70
Chef d'équipe	4 00	0 80	3 00	0 60
Ouvrier 1 ^{re} série.	3 50	0 70	2 50	0 50
— 2 ^e —	3 25	0 65	2 25	0 45
— 3 ^e —	3 00	0 60	2 00	0 40

Pour un engagement de 3 mois la prime était de 40 fr., payables 20 fr. à la signature et 20 fr. à l'expiration ; pour un engagement de 6 mois la prime était de 100 fr., payables par moitié dans les mêmes conditions. Tout renouvellement donnait droit aux mêmes primes (augmentées de 20 fr. par une décision ministérielle du 17 juin 1916).

Les ouvriers étaient transportés gratuitement depuis les lieux d'origine jusqu'à l'établissement employeur et rapatriés sans frais — sauf dans le cas de rupture du contrat sans cause légitime. Ils bénéficiaient de la loi sur les accidents du travail et de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes. En cas de maladie, ils étaient hospitalisés.

Le contrat n'était reçu que pour la 3^e série d'ouvrier, qu'il s'agit de spécialiste ou de manœuvre. Après un mois de travail en France, un premier classement plaçait l'ouvrier dans la série correspondant à sa capacité professionnelle ; puis ultérieurement, suivant sa manière de travailler, il pouvait passer d'une série dans une autre, voire de la catégorie des manœuvres dans celle des spécialistes.

Ce règlement du 9 février 1916 prévoyait également des sanctions disciplinaires :

1° Déclassement de série entraînant la réduction du salaire ;

2° Déclassement de catégorie entraînant la réduction du salaire ;

3° Rupture du contrat avant son expiration entraînant la perte de la fraction de prime payable en fin de contrat.

On installa également des « Centres de Rassemblement » dont des circulaires successives, adaptées aux nécessités des diverses époques, déterminèrent le fonctionnement. Mais ces improvisations hâtives, insuffisamment étudiées, n'avaient pas réussi à doter le « Service des Travailleurs Coloniaux » d'un plan d'ensemble, de dispositions générales l'organisant méthodiquement. Cette lacune fut comblée par l'Instruction Ministérielle du 29 juin 1916 sur le « fonctionnement des Dépôts, Centres de rassemblement et Groupements de travailleurs indigènes » (1).

1° Les Centres de Rassemblement

Les travailleurs recrutés dans la Colonie devaient être réunis dans des « Centres de Rassemblement » situés dans les ports d'embarquement. Trois « centres » furent organisés : dans les ports d'Oran, d'Alger et de Philippeville. Chacun de ces « Centres » étant alimenté par le département correspondant.

A la tête de chaque « Centre » se trouvait un officier secondé par des gradés et des interprètes. Ces organi-

(1) Pour ne pas embarrasser nos développements de détails sans intérêt, nous exposons tout de suite cette organisation des Dépôts, Centres et Groupements, telle qu'elle fut, dans sa forme définitive, précisée par le règlement du 30 mai 1918, qui a revisé et groupé toutes les prescriptions relatives à l'organisation et l'administration du service des Travailleurs Coloniaux. (Edité par Charles Lavauzelle, Paris, 1918.)

sations assuraient l'administration et la discipline des travailleurs jusqu'à l'embarquement.

Dès leurs arrivée au « Centre », les indigènes recrutés par l'administration, étaient soumis à une visite médicale sévère, destinée à éliminer les inaptes ou ceux qui présentaient des dangers de contamination.

(Cette visite était indépendante de celle qu'ils avaient subie au lieu du recrutement).

Toutes les mesures d'hygiène jugées utiles étaient prises, notamment : désinfection de leurs effets, vaccinations, etc.

Les bureaux du « Centre » établissaient les documents administratifs concernant les ouvriers : pièces d'identité, contrats de travail (traduits et expliqués aux intéressés). Ils délivraient aux hommes des collections d'effets et leur payaient les primes dues.

Ces formalités accomplies, les indigènes étaient dirigés sur Marseille avec un cadre de conduite composé de militaires gradés et d'interprètes.

2° *Le Dépôt*

A Marseille les indigènes étaient reçus par le Commandant du « Dépôt des Travailleurs Coloniaux ». Là ils étaient l'objet d'une nouvelle visite médicale, ayant pour but d'apprécier leur résistance individuelle aux rigueurs du climat et aux fatigues des divers travaux auxquels on les destinait. Ils étaient ensuite classés, suivant leurs aptitudes professionnelles, dans les groupements correspondants aux spécialités demandées par les services employeurs (1).

(1) Pour mieux procéder à ce triage on avait même installé des ateliers d'essais, mais l'importance des contingents débarqués (le Dépôt était alimenté par toutes nos colonies et tous nos protectorats) et l'urgence des demandes de main-d'œuvre, rendirent le plus souvent impossible cet examen pratique.

Dans la formation de ces groupements, on tenait le plus grand compte des origines et des sympathies des ouvriers. Il fallait en effet éviter des conflits que la vie en commun de ces hommes aurait multipliés et aggravés, si l'on avait laissé en contact des races peu portées à fraterniser.

3° *Les Groupements*

Dans chaque région les travailleurs étaient constitués en « Groupements » sous l'autorité d'un « Commandant régional ».

Ce « Commandant » avait pour mission de surveiller, par des inspections fréquentes, l'observation rigoureuse des prescriptions réglementaires : conditions d'hygiène du logement, nourriture saine et abondante, soins médicaux, paiement régulier des salaires. Il devait s'assurer que les ouvriers attribués aux établissements fournissaient bien le temps de travail pour lequel on les avait demandés, et empêcher qu'on ne les distrayât de leur tâche normale sous aucun prétexte.

Ces travailleurs étaient nourris, logés et habillés soit aux frais de l'Etat, s'ils étaient dans des établissements militaires, soit aux frais des employeurs dans les établissements privés. Les salaires et primes de travail variaient suivant le texte du contrat signé par chacun d'eux.

En cas d'accident du travail ils bénéficiaient de la loi du 9 avril 1898. Si l'accident n'était pas imputable au travail, il leur était quand même possible d'obtenir un secours ; ce secours était alloué à la famille si l'accident entraînait la mort du travailleur.

La mise au point réalisée par l'Instruction Ministérielle du 29 juin 1916 constituait une réglementation

d'ensemble qui, malgré des imperfections que sa mise en pratique allait révéler, permit un fonctionnement des services de la main-d'œuvre indigène, plus méthodique que sous l'empire des règles jusque là éparses dans des circulaires successives quelquefois difficiles à concilier.

Il apparut bientôt, notamment, qu'on avait complètement négligé l'organisation d'un office capable de fournir aux indigènes de l'Afrique du Nord, venus librement en France ou recrutés officiellement, tous les renseignements dont ils pouvaient avoir besoin, et qualifié en même temps pour recevoir leurs réclamations.

En l'absence d'un bureau de ce genre, les indigènes qui avaient une requête à présenter ne sachant où s'adresser, erraient d'administrations en administrations, perdaient leur temps en démarches vaines, et découragés, mal conseillés, ils devenaient souvent la proie d'exploiteurs sans scrupules ; ou bien, livrés à leurs instincts primitifs, finissaient dans le vagabondage.

Pour obvier à ces inconvénients on créa le 25 juillet 1916, à l'Etat-Major de chaque région, une section spéciale de renseignements : « Le Bureau des Affaires Indigènes ». La direction en fut confiée à des officiers interprètes. Ce bureau devait recevoir tous les indigènes de l'Afrique du Nord, militaires ou civils, examiner leurs demandes en y donnant la suite qu'elles comportaient, les assister et faciliter leurs relations avec les divers rouages des services administratifs.

De plus, le Gouvernement Général de l'Algérie appela l'attention du pouvoir central sur les inconvénients de dispositions trop générales, et l'absence de règles précises adaptées aux particularités du recrutement de la main-d'œuvre indigène en Algérie.

Un décret du 14 septembre 1916 et une instruction interministérielle du même jour (1) vinrent fixer dans le détail le statut des Travailleurs indigènes d'Algérie. Ces textes s'appuyaient sur la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 8 août 1885.

II. — LES DISPOSITIONS DU DÉCRET DU 14 SEPTEMBRE 1916
ET DE L'INSTRUCTION INTERMINISTÉRIELLE RELATIVE
A SON APPLICATION

§ I. — *Le recrutement des Travailleurs indigènes
en Algérie*

Le décret prévoyait le recrutement des indigènes par voie d'embauchages volontaires et, à titre complémentaire, par voie de réquisitions. Les embauchages et réquisitions, aux termes de l'article 2 du décret, ne pouvaient être acceptés et faits que parmi les hommes des classes antérieures à la classe 1917 et âgés de 45 ans au plus.

Les embauchages volontaires devaient être reçus en permanence par les Administrateurs. Au cas de besoin la réquisition devait parfaire les effectifs réclamés. Dans ce but, il était dressé dans chaque commune, par les soins d'une commission spéciale nommée par le Préfet, une liste générale des habitants se trouvant dans les conditions de l'article 2 du décret du 14 septembre 1916. (Les fils aînés de veuves sans ressources, ou de pères aveugles ou infirmes étaient dispensés d'inscription). C'est d'après cette liste, et par tirage

(1) Cf. : *Bulletin Officiel* du Gouvernement Général de l'Algérie 1916, page 1,059 et s.

au sort, que la commission désignait les indigènes soumis à la réquisition. Le nombre des désignations devait être triple de celui du contingent à fournir.

Les indigènes levés par réquisition, comme les volontaires, étaient soumis à une visite médicale rigoureuse. Seuls pouvaient être admis les individus aptes au travail et non susceptibles de contaminer les populations avec lesquelles ils seraient en contact. L'instruction interministérielle attirait tout particulièrement l'attention des médecins sur les affections tuberculeuses, syphilitiques et ophtalmiques.

Tous les travailleurs admis étaient ensuite dirigés sur les « Centres de Rassemblement » dont le fonctionnement était prévu par l'Instruction ministérielle du 29 juin 1916.

§ II. — *Les conditions du travail*

Ces travailleurs étaient destinés à participer : « soit aux travaux agricoles, soit à ceux des usines ou de toute autre exploitation industrielle ou commerciale travaillant pour la défense nationale ». En aucun cas ils ne devaient prendre part à des opérations de guerre.

Mis à la disposition du « Service des Travailleurs Coloniaux » ils étaient répartis par les soins de ce service, suivant les besoins, entre les divers établissements de l'Etat ou de l'industrie privée.

Les indigènes étaient embauchés ou réquisitionnés pour une durée d'une année. A l'expiration de cette année, leur contrat pouvait être prolongé par période de six mois.

Ils recevaient une prime d'embauchage de 120 fr., payable :

40 francs lors de la signature du contrat ou de l'appel du réquisitionné ;

40 francs au bout de six mois ;

40 francs à l'expiration du contrat (1).

Chaque renouvellement de six mois donnait droit à une prime de 70 francs, payable par moitié à la signature du renouvellement et à l'expiration du contrat. A cette rémunération vint s'ajouter, par la suite, une permission d'un mois avec transport gratuit.

L'Instruction interministérielle du 14 septembre 1916 posait en principe que les travailleurs indigènes algériens recevraient « pour un travail égal, le salaire payé d'une façon normale et courante aux ouvriers européens de la même profession et de la même catégorie (2). Ce salaire ne pouvait être inférieur à 5 fr. par journée de 10 heures. Même tarif également que les ouvriers européens pour les travaux à la tâche, les heures supplémentaires ou le travail de nuit, avec un salaire horaire minimum de 0,50.

Ces ouvriers étaient logés en commun, touchaient gratuitement une collection d'effets, en partie renouvelée lorsqu'ils prorogeaient leur contrat, ils étaient obligatoirement nourris à une cantine où un ordinaire — on prélevait, dans ce but, sur leur salaire, une prime d'alimentation dont le taux variait suivant les régions et les catégories d'établissements — ; ils recevaient les soins médicaux et pharmaceutiques, pouvaient être hospitalisés et bénéficiaient de la législation française de protection des travailleurs et de prévoyance sociale.

Ils étaient transportés gratuitement depuis leur lieu

(1) Une décision interministérielle du 26 septembre 1916 vint modifier ce régime en donnant 30 francs à l'embauché, 50 francs à sa famille, et 40 francs à l'ouvrier à l'expiration de son contrat.

(2) Les syndicats ouvriers français, pour des raisons qu'il n'est point besoin de développer, avaient eux-mêmes demandé cette parité de traitement.

d'origine jusqu'à l'établissement employeur et étaient rapatriés sans frais à l'expiration de leur contrat.

§ III. — *La discipline*

Tous les indigènes soumis à ce régime, embauchés volontairement ou non, étaient « réquisitionnés pour travailler pour la défense nationale ». En cas de refus de travail ou d'abandon de l'établissement auquel on les avait affectés, ils étaient par suite, justiciables des Conseils de Guerre et passibles des sanctions prévues par la loi sur les réquisitions militaires.

Des règlements assuraient le maintien de la discipline dans les ateliers et les cantonnements. En dehors des sanctions prévues par les textes de ces règlements on pouvait leur infliger les punitions suivantes :

1° Exclusion temporaire entraînant la privation de salaire pendant une période pouvant atteindre 15 jours avec isolement dans un local spécial ;

2° Exclusion définitive entraînant pour l'ouvrier la suppression de la partie de la prime qui lui restait due et le rapatriement à ses frais.

Pour uniformiser l'action disciplinaire dans tous les groupements, une Décision Ministérielle du 9 mai 1917 arrêta le tableau des punitions pouvant être infligées aux travailleurs coloniaux (1). Considérant que les peines d'isolement avaient l'inconvénient, en réduisant sa main-d'œuvre, de diminuer le rendement d'un établissement, il était recommandé, dans l'intérêt national, de remplacer ces peines, toutes les fois qu'il ne devait en résulter aucun inconvénient pour l'ordre et la discipline, par des retenues sur le salaire. Ces retenues devaient être affectées soit à l'amélioration

(1) Cf. : Règlement du 30 mai 1918, page 76.

de l'ordinaire, soit à l'installation de salles d'instruction et de récréation.

A côté de ces mesures coercitives, des récompenses : médailles et diplômes d'honneur du Ministère du Travail, permissions exceptionnelles, devaient encourager les ouvriers les plus zélés.

CHAPITRE III

LE RECRUTEMENT EN ALGÉRIE

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, quelles étapes il avait fallu parcourir, avant d'arriver à une organisation vraiment rationnelle du Service des Travailleurs coloniaux. Pendant de longs mois aucune idée directrice ne préside à sa constitution, aucun plan d'ensemble n'est envisagé. Au gré des besoins, des décisions hâtives, mal préparées, viennent faire face aux nécessités et il faut attendre le décret du 14 septembre 1916 pour avoir un règlement complet et précis, du moins en ce qui concerne les indigènes algériens.

La même confusion se retrouve au début du recrutement officiel de la main-d'œuvre indigène ; chaque département ministériel, obéissant à des intérêts nationaux également impérieux, s'adressait directement à l'Administration algérienne pour obtenir les hommes dont il avait besoin.

C'est d'abord le Ministre de l'Intérieur qui, en juin 1915, réclame des ouvriers indigènes pour des travaux agricoles dans le Loiret et l'Eure-et-Loir. En novembre suivant, c'est une demande pressante de 3.000 ouvriers, adressée par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Artillerie et aux Munitions avec promesse d'un salaire journalier de 5 francs. Quelques jours après le Ministre de la

Guerre prescrivait l'envoi d'indigènes pour constituer des unités de travailleurs auxiliaires à employer dans les tranchées de deuxième ligne.

L'Administration algérienne, ainsi sollicitée de toutes parts, et désireuse d'apporter à la Métropole l'aide la plus large, fit observer l'effet désastreux de ce manque de coordination. Ces « cloisons étanches », dont il fut si souvent question pendant la guerre, en dispersant les efforts, venaient singulièrement compliquer la tâche des recruteurs. En outre, elle fit ressortir que ces appels successifs, un peu désordonnés, témoignaient d'un défaut d'organisation, d'un désarroi de nature à troubler l'esprit des « douars » habilement travaillés par la propagande ennemie. Plus spécialement, l'embauchage pour des travaux dans les tranchées de deuxième ligne, en avivant la méfiance des indigènes, risquait de tarir le courant vers la Métropole.

Fin décembre 1915, le Ministre de la Guerre, ordonnait à l'Administration algérienne de s'employer d'urgence à un recrutement intensif de tirailleurs pour alimenter au printemps de 1916 les unités du front. La main-d'œuvre ne devait cependant pas être négligée mais il ne fallait embaucher personne au-dessous de 35 ans pour ne pas détourner des formations combattantes, les indigènes susceptibles de s'y engager.

Le recrutement des travailleurs devenait dès lors d'autant plus difficile que le taux du salaire, primitivement fixé à 5 fr. par jour, avait été ramené à 2 francs. En compensation, il est vrai, les ouvriers étaient nourris, logés et touchaient une prime d'embauchage, mais ces avantages accessoires n'étaient nullement appréciés des indigènes, sensibles seulement à l'importance de la paye.

En présence du faible rendement de ses efforts, entravés par l'impossibilité de faire appel aux hommes

âgés de moins de 35 ans, et l'insuffisance de la rémunération offerte, l'Administration algérienne insista auprès du Pouvoir central pour obtenir une augmentation de celle-ci et une diminution de celui-là.

Le Gouvernement, pour qui l'intérêt de la défense nationale commandait avant tout un accroissement des unités combattantes, ne consentit qu'à un léger abaissement de la limite d'âge qu'il diminua de 5 ans.

Cette mesure n'améliora pas sensiblement la situation. Il eût fallu, pour obtenir des résultats, ramener cette limite d'âge à 25 ans. D'autant plus, que la plupart des indigènes, dans les conditions exigées, déclarant dérisoires les salaires proposés par l'Administration, allaient librement chercher du travail en France, où ils trouvaient à s'employer, dans l'industrie privée, à des prix plus rémunérateurs. Or, depuis la loi du 15 juillet 1914, l'Administration n'avait aucun moyen de s'opposer au départ des indigènes en règle avec la police.

Pourtant, malgré l'effort concurrent dépensé pour le recrutement des tirailleurs, à la date du 15 juin 1916, 7.000 travailleurs avaient pu être dirigés sur la Métropole.

Ce nombre restant bien au-dessous des besoins, la question se posa de trouver un moyen d'accroître le recrutement des travailleurs. On songea un moment à appeler le reliquat de la classe 1915 ; mais ce projet fut vite abandonné. C'eût été, en effet, une maladresse politique que d'appeler des jeunes gens indigènes qui, après le conseil de révision, s'étaient considérés comme affranchis à jamais de toute obligation militaire.

L'administration algérienne, constatant l'insuffisance du rendement fourni par le recrutement libre, suggéra d'abandonner cette méthode pour un procédé plus brutal, mais d'efficacité certaine, et du reste large-

ment justifié par les nécessités du moment : le recrutement par la force.

Elle proposa d'une part de fixer par décret le contingent de travailleurs que l'Algérie devait fournir par tous les moyens, et d'autre part, si le besoin s'en faisait sentir, l'appel anticipé de la classe indigène 1917 qu'on pouvait diviser en deux groupes : combattants et ouvriers, suivant les aptitudes des conscrits.

Le décret du 14 septembre 1916 et l'Instruction interministérielle qui le complète consacrèrent cette solution.

Le nombre des travailleurs indigènes à recruter en 1916 était fixé à 17.500. Soit 2.500 en septembre et 5.000 au cours de chacun des mois suivants. Comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, le recrutement avait lieu par voie d'embauchages volontaires et, à titre complémentaire, par voie de réquisition. Malgré l'arme dont elle disposait, l'Administration algérienne s'efforça d'atteindre le chiffre imposé en recourant le plus possible aux embauchages libres (1), il fut cependant nécessaire de procéder à environ 4.000 réquisitions, notamment dans le département de Constantine.

Ce recrutement de travailleurs par la force — « bes-sif », disaient les indigènes — coïncidant avec la levée intégrale de la classe 1917, provoqua de graves incidents. Le double effort réclamé des indigènes était de nature à soulever le mécontentement des tribus, rebelles au service obligatoire (2). Il fut d'autant plus grand, que des agents provocateurs à la solde de

(1) Elle employait des recruteurs qui recevaient 1 franc par homme embauché.

(2) Atteignant des hommes de 45 ans ce recrutement enlevait des chefs de famille et, coïncidant avec l'époque de l'ensemencement des terres, il était durement ressenti par ces populations agricoles. Cf. : Mélia, l'Algérie et la guerre : « A propos de quelques troubles ».

l'ennemi, parvinrent facilement à échauffer ces esprits simplistes, en leur représentant la levée des travailleurs comme un véritable recrutement militaire, destiné à alimenter les régiments de tirailleurs sur le front.

Les peuplades primitives de l'Aurès et du Belzema, ignorantes, imbuës d'indépendance, crurent le moment favorable pour s'affranchir des obligations imposées par la Souveraineté française.

Favorisée par l'état d'insécurité où se trouvait la région de Batna, l'insurrection, qui débuta par le massacre de plusieurs fonctionnaires, nécessita une énergique répression.

Pour mieux frapper l'imagination de ces montagnards sauvages, on exagéra à dessein l'importance des forces déployées. Des régiments venus du front parcoururent les régions en ébullition et bientôt convaincus que la puissance des Français n'était en rien diminuée par la guerre, les tribus révoltées se soumirent à la loi.

Le recrutement des travailleurs indigènes fut dès lors activement poursuivi et permit l'envoi en France de 28,343 travailleurs en 1916, 27,549 en 1917 et 19,972 pendant les onze premiers mois de 1918. Si, aux travailleurs recrutés officiellement, nous ajoutons les indigènes ayant quitté individuellement l'Algérie pour aller s'embaucher dans les établissements de la Métropole, il apparaît que le nombre des travailleurs fournis par la Colonie au cours de la guerre dépasse 100.000.

Comparé au total de la population indigène d'Algérie, que le recensement de 1911 évaluait à 4.740.526 habitants, ce chiffre de 100.000 travailleurs semble faire ressortir un pourcentage très faible, permettant de douter de l'intensité de l'effort fourni par la Colonie.

Aussi, est-il nécessaire d'insister sur quelques considérations, propres à montrer qu'il n'y a là qu'une apparence trompeuse, masquant les sacrifices réels consentis par l'Algérie.

D'une part, en effet, il convient de remarquer que l'Algérie indigène a fourni pendant la guerre au recrutement militaire, plus de 180.000 hommes, alors qu'au moment de la mobilisation la conscription des indigènes n'était que partiellement appliquée et que rien n'était encore fait pour l'organisation des réserves ; que les populations nomades du Sud furent constamment mises à contribution, pour aider nos opérations dans le Haut-Sahara et sur les confins marocains, soit par la constitution de goums soit par la formation de colonnes de ravitaillement.

D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que ce chiffre de près de 5 millions d'habitants englobe des peuplades de caractères bien différents, et dont une partie seulement est, dans l'état actuel de l'évolution, en mesure de fournir des auxiliaires aux européens.

L'arabe répugne à l'effort, nonchalant il s'en remet à la toute puissance d'Allah pour assurer son bonheur. Il ne possède à aucun degré l'esprit de prévoyance, et ne travaille guère que lorsqu'il est poussé par le besoin.

Le Berbère qui, pour échapper aux hordes d'envahisseurs, s'est réfugié dans les montagnes ou les zones désertiques, habitué à faire face à des dangers et à assurer son existence sur un sol ingrat, a acquis dans l'adversité des qualités d'endurance, de sobriété et d'économie. Mais si le Kabyle, qui est dans son village aussi bien agriculteur que forgeron, serrurier, menuisier ou maçon, était particulièrement apte aux emplois des usines de guerre, on ne pouvait pas plus compter sur le Targui, dont l'existence nomade s'oppose à un

travail suivi, que sur le Mozabite, réfractaire par ses croyances religieuses à tout service militaire, et cristallisé dans les activités commerciales.

Le recrutement des travailleurs coloniaux fut arrêté par une décision du Président du Conseil du 25 novembre 1918. A cette époque 10.000 indigènes se trouvant dans les ports d'embarquement, prêts à rejoindre la Métropole, furent licenciés.

Par le recrutement des travailleurs et l'appel des classes indigènes, l'Algérie, au cours des cinq années de guerre, avait été dépouillée d'une grande partie de ses bras valides. Les exploitations agricoles ou industrielles en pâtirent considérablement. Aussi, au lendemain de l'armistice, le Gouvernement Général demanda-t-il instamment le rapatriement immédiat des travailleurs indigènes dont la colonisation avait le plus grand besoin. Mais la rareté du tonnage, et l'encombrement des transports par les premières classes démobilisées, ne permirent pas d'assurer cette opération aussi rapidement qu'on l'aurait désiré. Les départs furent échelonnés sur une période de plusieurs mois (1).

Un certain nombre de chefs d'établissements, qui employaient des indigènes algériens, firent part de la gêne que leur causerait le brusque retrait de cette main-d'œuvre et demandèrent qu'elle fut laissée à leur disposition. D'accord avec le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Guerre décida que les travailleurs algériens ayant donné entière satisfaction pendant leur séjour en France seraient laissés dans la Métropole comme travailleurs libres, à la condition toutefois que leurs employeurs prirent l'engagement de les rapatrier à leurs frais quel que soit le motif pour lequel

(1) Cf. : Tableau de répartition, infra.

les travailleurs quitteraient leur établissement. Ils verseraient à cet effet, au Commandant du Dépôt de Marseille, le montant des frais de rapatriement évalués à la somme forfaitaire de 200 francs. Ces formalités furent remplies pour 693 indigènes algériens. A ces travailleurs, régulièrement libérés en France, il faut ajouter les quelques centaines d'indigènes qui désertèrent pour échapper au rapatriement.

**Effectif et répartition des travailleurs coloniaux et chinois
recrutés pendant la guerre**

RACE	Débar- qués	Rapatriés	Déserteurs, disparus et condamnés	Libérés en France	Versés dans les formations militaires	Hôpitaux	Décédés
Algériens	78.566	68.447	5.921	693	599	2	2.904
Marocains	35 506	30.614	2.838	1.055	10	»	989
Tunisiens	18.249	15.631	1.428	181	244	»	765
Chinois	36.941	33.609	1.440	763	»	9	1.120
Indo-Chinois.	48.955	44.142	718	175	1.573	2	2.345
Malgaches	4.546	3.510	14	37	331	»	654
Totaux.	222.763	195.953	12.359	2.904	2.757	13	8.777

CHAPITRE IV

Les travailleurs indigènes algériens en France, leur utilisation, leur conduite dans les établissements employeurs, leur valeur professionnelle.

Les travailleurs recrutés en Algérie, nous l'avons déjà vu, étaient tous dirigés sur Marseille où le Commandant du « Dépôt des Travailleurs Coloniaux » les répartissait conformément aux instructions du Ministre de la Guerre.

On affecta ces ouvriers aussi bien aux Etablissements de l'Etat qu'aux Etablissements privés, ils furent employés partout où il fallait des bras pour travailler à la défense nationale : dans les fonderies, les cartoucheries, les poudreries, les parcs d'artillerie, les arsenaux, les ateliers de construction, les usines de produits chimiques, les entrepôts de l'Intendance et du génie, les écoles d'aviation, sur les voies ferrées, dans les gares, sur les routes, les canaux, les ponts, dans les forêts, les exploitations agricoles, dans les mines.

Répartition de la main-d'œuvre algérienne en France

[illegible]

Lorsqu'ils étaient mis à la disposition des particuliers un cahier des charges imposait à ces derniers toutes les conditions (durée du travail, salaire, logement, nourriture, maladies, accidents) dont les règlements faisaient bénéficier les travailleurs indigènes. De plus, comme contribution aux dépenses exposées pour le recrutement, le transport, l'habillement des travailleurs, l'employeur devait verser à l'Etat une somme de 0,25 par demi-journée de travail effectué. L'instruction interministérielle du 11 septembre 1916 précisant leur statut avait fixé à 5 francs leur salaire journalier minimum, il ressort de l'enquête à laquelle procéda le « Service des travailleurs coloniaux » au début de l'année 1918 qu'il varia en fait, selon les régions et les catégories d'établissements, entre 5 et 7 francs, la retenue pour l'alimentation variant elle-même entre 1,50 et 2,50.

**Tableau des salaires minima attribués aux indigènes algériens,
par région et par catégories d'établissements**

ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS	Gouvernement militaire de Paris		3 ^e Région		4 ^e Région		5 ^e Région		6 ^e Région		7 ^e Région		8 ^e Région	
	S (1)	P (1)	S	P	S	P	S	P	S	P	S	P	S	P
Armement	5 ^e	4 ^e 50	5 ^e 30	4 ^e 85	7 ^e	2 ^e	5 ^e 30	4 ^e 80	»	»	7 ^e	2 ^e 50	5 ^e 30	4 ^e 50
Aéronautique	5 ^e 50	4 ^e 85	»	»	5 ^e 30	4 ^e 85	5 ^e 30	4 ^e 85	»	»	5 ^e 50	4 ^e 60	5 ^e 50	4 ^e 85
Intendance	5 ^e 50	4 ^e 75	»	»	»	»	5 ^e 30	4 ^e 60	»	»	»	»	»	»
Génie	5 ^e 50	4 ^e 75	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Marine	5 ^e 50	4 ^e 75	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Transports	5 ^e 50	4 ^e 75	5 ^e	4 ^e 50	5 ^e	»	»	»	5 ^e 30	4 ^e 75	5 ^e	4 ^e 75	5 ^e 30	4 ^e 75
Etablissements privés	5 ^e 50	4 ^e 50	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS	9 ^e Région		10 ^e Région		11 ^e Région		12 ^e Région		13 ^e Région		14 ^e Région		15 ^e Région	
	S	P	S	P	S	P	S	P	S	P	S	P	S	P
Armement	»	»	6 ^e	4 ^e 75	6 ^e	2 ^e	6 ^e	2 ^e 25	5 ^e 20	4 ^e 65	5 ^e 75	2 ^e	5 ^e	4 ^e 50
Aéronautique	5 ^e 50	4 ^e 85	5 ^e 50	4 ^e 85	5 ^e 50	4 ^e 85	5 ^e 30	4 ^e 85	5 ^e 30	4 ^e 85	5 ^e 50	4 ^e 85	5 ^e	4 ^e 50
Intendance	»	»	»	»	»	»	5 ^e 25	1 ^e 75	»	»	»	»	»	»
Génie	»	»	5 ^e 50	4 ^e 50	5 ^e 50	4 ^e 50	»	»	5 ^e 30	4 ^e 75	5 ^e 50	1 ^e 75	5 ^e 30	4 ^e 50
Marine	5 ^e 50	4 ^e 75	»	»	»	»	5 ^e 50	4 ^e 75	5 ^e 30	4 ^e 75	5 ^e 50	1 ^e 75	5 ^e 30	4 ^e 75
Transports	»	»	6 ^e	4 ^e 70	5 ^e 50	4 ^e 70	5 ^e 50	2 ^e	5 ^e 30	4 ^e 75	5 ^e 50	4 ^e 75	5 ^e 30	4 ^e 75
Etablissements privés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS	16 ^e Région		17 ^e Région		18 ^e Région		20 ^e Région		21 ^e Région		Zone des armées	
	S	P	S	P	S	P	S	P	S	P	S	P
Armement	»	»	6 ^e 30	2 ^e	6 ^e	2 ^e	»	»	»	»	»	»
Aéronautique	»	»	5 ^e 50	4 ^e 85	6 ^e	2 ^e 05	»	»	»	»	5 ^e 50	4 ^e 75
Intendance	»	»	»	»	5 ^e 30	4 ^e 85	5 ^e 50	4 ^e 85	»	»	»	»
Génie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Marine	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Transports	5 ^e 30	4 ^e 75	5 ^e 50	4 ^e 75	»	»	»	»	»	»	5 ^e	4 ^e 50
Etablissements privés	5 ^e	4 ^e 50	5 ^e	4 ^e 50	5 ^e 30	4 ^e 75	5 ^e	4 ^e 50	5 ^e	4 ^e 50	»	»

(1) S : Salaire. — P : Prime d'alimentation retenue sur le salaire.

Ces travailleurs indigènes ont été inégalement appréciés selon les régions et les époques. Celles-ci et celles-là ont, en effet, connu des contingents d'origines diverses, et il n'est pas surprenant qu'à des qualités différentes aient correspondu des résultats plus ou moins bons.

Nous avons déjà eu l'occasion d'insister sur le caractère disparate des populations indigènes de l'Algérie. Les éléments multiples, qui composent cette masse de cinq millions d'habitants, ont des aptitudes et des tempéraments propres. D'autre part et surtout, suivant le degré d'évolution de ces races nord-africaines, suivant leur état de civilisation — qui dépendent étroitement de la fréquence de leurs contacts avec l'élément européen colonisateur — elles étaient plus ou moins aptes à fournir de la main-d'œuvre à la grande industrie et à la culture intensive.

Les premières recrues — pour la plupart des kabyles — qui avaient déjà travaillé dans des établissements métropolitains ou tout au moins dans les villes de la Colonie, façonnées à la mentalité française et habituées à la discipline, surent facilement se plier aux exigences des chefs d'atelier, et dégrossies par leurs stages antérieurs fournirent en peu de temps un rendement appréciable.

Mais à partir de 1916, lorsque les nécessités de la production obligent à un recrutement intensif de travailleurs, les indigènes embauchés sont, en majeure partie, des cultivateurs et des bergers. Les premiers réfractaires à tout progrès, encore réduits à se servir d'instruments primitifs, de procédés inspirés d'un empirisme grossier et toujours soucieux de limiter la dépense et la peine, les seconds ignorants, et dont l'existence béate s'écoulait sans grands besoins et sans soucis.

Ces hommes rustres, complètement dépaysés, ébahis par l'activité de leur nouvelle vie, furent souvent en butte aux taquineries de leurs camarades français — taquineries bien anodines et qu'inspirait seulement l'esprit gouailleur du faubourg, mais dont le véritable sens échappait à des êtres simplistes et ombrageux. — Des contremaitres bourrus manquèrent de patience et les découragèrent par des reproches violents. Quand, après quelques mois d'apprentissage, ils commencèrent à se rendre utiles, la crainte que leur présence n'empêchât la mise en sursis d'ouvriers français leur créa de nouvelles inimitiés.

Dans une telle atmosphère les coudoiemens quotidiens devaient fatalement multiplier les conflits, conflits d'autant plus regrettables que les algériens, isolés dans un milieu qui leur paraissait hostile, se repliaient sur eux-mêmes, et surexités par quelques irascibles, se laissaient parfois conduire par leur nature impulsive à des brutalités excessives.

Cet antagonisme fut certainement pour quelque chose dans les événements beaucoup plus graves qui dépassèrent les limites de l'atelier ou du chantier. A Bordeaux notamment les incidents violents qui se produisirent sur les quais nécessitèrent des mesures de rigueur énergiques.

Dans certaines exploitations les indigènes, rebutés par la maladresse de leurs chefs, avaient refusé de travailler. Il leur arriva même de désertir leur travail pour vagabonder.

Ces désordres contribuèrent, en grande partie, à discréditer une main-d'œuvre que certains jugèrent sur des apparences avec une extrême sévérité.

Au cours de ces développemens nous avons trop insisté sur les défauts des travailleurs indigènes pour avoir besoin de nous défendre de plaider leur inno-

cence. Mais en toute bonne foi, il convient de reconnaître que des circonstances atténuantes militent en leur faveur.

Brusquement engrenés dans le mouvement fébrile de la grande production, ces primitifs, occupés à des travaux dont ils n'avaient pu jusque là se faire la moindre idée, auraient dû être guidés par des hommes au courant de leur mentalité et habitués à les diriger. C'était un rôle que la plupart des contremaîtres, ignorant la psychologie et la langue des indigènes, étaient incapables de remplir.

Les chefs de groupements, qui auraient pu pallier à ces inconvénients en faisant bénéficier les employeurs de leur expérience, interprétant strictement les règlements qui définissaient leurs attributions, bornèrent le plus souvent leur tâche à assurer la discipline et l'administration de leur détachement. La présence de ces chefs de groupements dans les ateliers, leur immixtion dans les rapports entre les agents techniques et la main-d'œuvre, auraient évité certains heurts, et leur collaboration aurait permis de tirer un parti plus grand des indigènes.

En faisant sentir son action d'une manière continue, le chef de groupement aurait, en même temps, empêché l'émiettement de l'autorité. Commandé à l'atelier et au cantonnement par des chefs différents, l'indigène ne subissait pas l'ascendant d'un maître tout puissant et le prestige de chacun d'eux s'en trouvait diminué.

Enfin il ne faut pas oublier que la durée des contrats des travailleurs coloniaux étant d'un an, avec prolongation facultative de 6 mois, beaucoup d'entre eux étaient rapatriés et remplacés par des nouveaux au moment où ayant acquis une certaine habileté ils auraient pu fournir un bon rendement. La menace de

ces départs possibles, et du reste fréquents, nuit énormément à la formation de spécialistes. Les industriels, se souciant peu de faire l'éducation d'ouvriers qui les quitteraient à brève échéance, limitèrent souvent l'emploi de la main-d'œuvre indigène à des besognes inférieures.

Quoi qu'il en soit, et malgré les imperfections de règlements incomplets ou mal adaptés aux caractères particuliers des individus qu'ils régissaient, on peut affirmer que l'utilisation des indigènes algériens dans les établissements de la Métropole a rendu pendant la guerre de très grands services.

Certes, il ne saurait être question de comparer l'ouvrier nord-africain à son camarade européen, et surtout français ; le fatalisme indolent des ancêtres de l'un n'a pas pu engendrer ce que des siècles d'efforts intelligents et d'application au travail ont fait de l'autre. Mais l'indigène algérien mérite qu'on lui fasse confiance. S'il a été trop dédaigné par un public mal informé, ceux qui eurent à l'employer, et au jugement desquels on peut s'en rapporter, sont d'un avis souvent différent.

Des appréciations émises par les industriels, chefs de service ou contremaîtres, qui eurent des indigènes algériens sous leurs ordres, et recueillis par le Gouvernement Général, celui-ci conclut que :

15 %	furent excellents.
40 %	» bons.
20 %	» assez bons.
25 %	» médiocres ou mauvais.

CHAPITRE V

Les conséquences économiques, sociales et politiques du séjour en France pendant la guerre des travail- leurs indigènes algériens.

Bien que nous ayons limité notre étude à la période de guerre, il nous paraît difficile de ne pas déborder quelque peu ce cadre chronologique sans négliger, en ce qui concerne la main-d'œuvre indigène, un des aspects les plus sérieux de la question.

De 1914 à 1918, plus de cent mille indigènes algériens sont venus se mêler aux populations françaises de nos centres industriels ou agricoles (1).

Transplantés dans un milieu si différent du leur par l'activité de la vie, le bien-être, les croyances, les mœurs, la mentalité, ces hommes ont été soumis à l'influence d'une civilisation qui pouvait d'autant plus les frapper que pour la plupart ils l'avaient jusqu'alors complètement ignorée.

A l'école des occidentaux, des transformations profondes devaient fatalement s'opérer dans l'esprit de ces africains. La manière d'être, de vivre, de penser, de travailler, des ouvriers français, leurs camarades d'atelier, allait déteindre sur eux.

Pour apprécier, autant que faire se peut, l'importance des changements que le séjour en France a fait subir aux indigènes algériens, c'est surtout dans les

(1) Cf. : « La guerre et ses conséquences ethnographiques en France ». J. Mathorez, *Revue Politique et Parlementaire* 1922.

années d'après-guerre qu'il faut poursuivre nos investigations.

Nous ne disposons pas d'un recul suffisant pour envisager toute l'ampleur d'une évolution dont nous sommes contemporains ; mais, ses premières manifestations risquent déjà d'être assez grosses de conséquences pour qu'on s'y arrête.

Si quelques-unes de ces répercussions sont réjouissantes, d'autres, par contre, ne laissent pas d'être très inquiétantes car, entre les deux civilisations qui s'affrontent les différences sont trop profondes, les traditions procèdent de principes trop dissemblables pour qu'un brusque contact puisse se produire sans heurt (1).

Le premier effet du séjour en France pendant la guerre des travailleurs indigènes algériens, le plus immédiat et le plus marquant, c'est une recrudescence du mouvement d'immigration.

Nettement dessiné avant les hostilités, ce courant, que l'activité de l'administration avait considérablement augmenté de 1915 à 1918, n'a pas diminué avec la disparition de la propagande et du recrutement officiels.

La cause essentielle de l'engouement des indigènes pour les emplois — le plus souvent pénibles — qu'ils peuvent trouver dans la Métropole, c'est, avant tout, le taux des salaires ; mais bien d'autres raisons viennent s'ajouter à ce premier facteur.

Les indigènes ont pris goût à la vie plus facile qu'ils ont trouvée en France par suite des fortes payes qui leur ont été attribuées. L'existence large qu'ils ont menée pendant la guerre, dans nos grandes villes, leur

(1) Cf. : O. Depont, La main-d'œuvre indigène de l'Afrique du Nord en France. Bull. de la Société d'Economie Sociale, Septembre-Octobre 1923.

a fait connaître des plaisirs nouveaux, contracter des habitudes de luxe, se créer des besoins jusque là insoupçonnés (1).

De retour chez eux, beaucoup n'ont pas pu se refaire à la vie rude et misérable ; ils ont davantage senti combien leur condition était humble auprès de celle de l'ouvrier français. Une irrésistible tendance les a poussés vers les centres où ils avaient connu un sort meilleur. Initiés à leurs charmes, ils n'ont pas pu échapper à la puissance d'attraction des « villes tentaculaires ».

Et toutes ces raisons ne pouvaient être que renforcées par la grande misère que la sécheresse fit régner en 1920 chez les indigènes algériens, et le chômage consécutif à la crise économique qui sévit dans la Colonie au cours des années 1921 et 1922.

Une enquête très incomplète de l'aveu même de l'Administration qui s'en est chargée (2), a dénombré au cours de l'année 1923, près de 40.000 indigènes algériens travaillant dans des établissements métropolitains, principalement :

à Paris et dans la banlieue parisienne : 15.526 ;

(1) Il va sans dire que tout cela est très relatif et qu'on ne peut parler « d'existence large » de « luxe » de « plaisirs », qu'en songeant à leur vie sauvage dans les « gourbis ». Leur manière de vivre dans nos villes est encore bien mesquine comparée à celle des européens de même condition. Ils restreignent — quelquefois exagérément — les dépenses qui absorbent la presque totalité du budget de l'ouvrier français : nourriture, logement, habillement. Ces économies expliquent les millions qui rentrent chaque année en Algérie, envoyés ou rapportés par les travailleurs indigènes. Touchant des salaires qui atteignent et même dépassent pour certains 700 fr. par mois, ils ne dépensent guère plus de 5 francs par jour pour la nourriture et occupant une chambre à plusieurs, ils sont logés relativement à très bon compte.

Cf. : dans le « Temps » du 14 août 1924 : « Chez les Sidis ».

(2) Cf. : Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1923, pages 535 et s.

dans les bassins houillers et métallurgiques du Pas-de-Calais : 2.000 et du Nord : 4.214 ; les régions libérées : Aisne : 1.186, Ardennes : 1.815 ; l'agglomération lyonnaise : 1.500, Saint-Etienne : 1.300, Marseille : 2.028.

(En dehors des spécialistes, qui sont encore l'exception, ces indigènes sont employés comme manœuvres dans les usines d'automobiles, dans les raffineries, dans les usines à gaz, dans les mines, aux travaux de reconstruction des régions dévastées).

Les chiffres précités sont certainement bien au-dessous de la réalité : « D'après les listes de passages établies par les compagnies de navigation à l'embarquement des voyageurs, constate M. Godin dans un rapport au Conseil municipal de Paris (1), l'Algérie nous a fourni au cours de ces 10 dernières années plus de 250,000 émigrants indigènes — Kabyles pour la plupart — (exactement 258.164). Il est vrai qu'elle en a récupéré au retour plus de 160,000 (exactement 162,487). C'est donc en chiffre rond près de 100,000 indigènes algériens qui sont actuellement chez nous. Le phénomène ne semble pas près de décroître en 1921 l'immigration algérienne avait fourni 17,259 ouvriers, en 1922 : 44,466 ; en 1923 : 49,601 ». Suivant la « Dépêche Algérienne » du 1^{er} mai 1923, la moyenne des départs mensuels était alors depuis dix mois de 7,000 travailleurs ; et le 27 janvier 1924, « L'agence Coloniale Française » estimait « à 75,000 le nombre d'indigènes algériens immigrés en France comme travailleurs manuels ».

Ce premier résultat a une portée considérable, car, déjà important par lui-même, il va en même temps augmenter l'étendue de toutes les autres conséquences puisqu'il prolonge le contact et multiplie les relations

(1) Cf. : Bulletin Municipal Officiel de la Ville de Paris, N° 1, Janvier 1924.

des indigènes algériens avec les milieux français. D'autant plus que ces milliers de travailleurs indigènes algériens forment une masse flottante, une masse dont les unités se renouvellent fréquemment : en général, en effet les indigènes ne viennent en France que pour quelques mois, après avoir amassé un gain suffisant ils s'en vont et sont remplacés par des parents ou amis auxquels ils fournissent toutes indications utiles; poussés de nouveau par le besoin ou le désir d'une vie plus riante, ils reviennent quelque temps après, et relèvent ceux dont le tour est arrivé d'aller au pays.

Déjà avant la guerre, M. le Sénateur Hugues Le Roux avait signalé dans le « Matin » cette « bonne invasion ». M. Augustin Bernard n'a pas craint d'affirmer que ce réservoir de main-d'œuvre était plus précieux pour la France qu'une mine d'or. (1)

Il n'est pas rare, il est vrai, de rencontrer parmi les jeunes indigènes algériens travaillant en France, de bons ouvriers qualifiés. L'esprit déjà ouvert par la fréquentation des écoles indigènes d'Algérie, ils ont su se plier à la nécessité de l'apprentissage et sont assez rapidement parvenus à faire d'habiles spécialistes. L'attrait de la vie des grandes villes où ils trouvent facilement des emplois rémunérateurs, leur a fait souvent abandonner tout projet de retour dans la Colonie et ils se sont créé un foyer en se mariant avec des françaises. On trouve également, dans divers établissements, des équipes d'indigènes qui, bien dirigées par des chefs connaissant leur mentalité, donnent entière satisfaction. Pour soustraire ces hommes aux promiscuités pernicieuses et aux bouges malsains, quelques industriels ont même organisé leur vie en

(1) « Nos grandes Colonies et la Guerre » Revue des Sciences Politiques, 15-8-1916.

commun en leur assurant non seulement une existence matérielle décente, mais encore des distractions susceptibles de les soustraire aux périls du cabaret (1).

Mais il faut cependant reconnaître, que dans l'ensemble, cette main-d'œuvre n'est encore pas très appréciée, elle manque forcément d'éducation, elle est instable, ce qui est très gênant pour les employeurs et décourage ceux qui voudraient former de véritables ouvriers ; enfin on lui reproche son faible rendement. Si bien qu'en définitive elle est considérée comme une main-d'œuvre auxiliaire fournissant surtout des manœuvres (2).

Toutefois, étant donné l'immense déficit national, c'est un appoint d'autant plus utile que ces indigènes s'accommodent aisément des travaux les plus pénibles et qui rebutent les autres ouvriers. Ils acceptent les besognes les plus fastidieuses, les plus ingrates, pourvu qu'ils arrivent à toucher des salaires plus élevés que ceux qui leur sont offerts en Algérie. Leur but est de ramasser, le plus vite possible, la somme qui leur permettra de revenir chez eux, à l'abri du besoin pour quelques mois au moins.

Pour l'atteindre plus rapidement la plupart se montrent d'une avarice souvent sordide, se sous-alimentent, s'entassent dans des logis étroits, vivant dans des conditions d'hygiène qui laissent le champ libre à la propagation des plus dangereuses maladies.

D'autres situations sont encore plus déplorables,

(1) De telles organisations fonctionnent à Argenteuil, à Clermont-Ferrand (aux usines Michelin).

(2) Ceux qui ont déjà acquis l'habitude de certains travaux sont embauchés comme « manœuvres spécialisés » ; dans la région parisienne le taux de leur salaire horaire est de 3 francs, celui des manœuvres ordinaires est de 2 francs. (En Algérie il ne dépasse pas 1 franc).

car, à côté de ceux dont la place est réservée par un parent ou ami, des quantités d'indigènes quittent la Colonie, sans travail assuré dans la Métropole (1). Sur la foi de vagues renseignements, munis d'un maigre viatique, ils se dirigent au petit bonheur vers nos grandes villes, à Paris de préférence. Attendant souvent de longues semaines, avant de trouver de l'emploi, ils grossissent dangereusement l'armée des chômeurs. Abandonnés sur le « pavé glissant » des faubourgs, ces « Sidis », aux instincts encore trop primitifs pour résister aux mauvais conseils de la misère, s'acoquinent avec les pires éléments de la population. Gagnés à l'alcoolisme, en propageant leurs propres vices, ils acquièrent vite les défauts des mauvais sujets avec lesquels ils fraternisent ou se querellent dans les cabarets et les cinémas des quartiers populeux. S'adonnant aux métiers les plus louches, ils ont des démêlés scandaleux avec la police, et leurs exploits, en défrayant si souvent la chronique des « faits divers », sont pour beaucoup dans le discrédit, fortifié par quelques crimes récents, dont pâtissent leurs coréligionnaires (2).

Le « Comité d'assistance aux Indigènes Algériens » fondé à Alger, en liaison étroite avec le Gouvernement Général, pourvu d'un budget alimenté par un prélèvement sur les jeux et par des souscriptions de notables algériens, a bien créé des « Foyers » pour guider, assister et même héberger les indigènes algériens ;

(1) Les journaux d'Algérie ont même signalé, il y a quelque temps, l'existence à Alger d'une véritable agence d'émigration se chargeant, moyennant finances, de procurer aux indigènes désireux de partir toutes les pièces utiles : certificats médicaux, carte d'identité...

(2) La commission, instituée au Ministère de l'Intérieur pour l'étude des questions soulevées par l'immigration des indigènes Nord-Africains, a évalué à 10 % le déchet par criminalité.

mais, malgré de louables efforts, ces organisations de Marseille et de Paris ne peuvent étendre le bénéfice de leur protection tutélaire qu'à un nombre encore bien restreint de « colonies indigènes » (1).

*
**

Pour la Colonie, tout non plus, n'est pas bénéfice dans cette émigration. Certes, l'Algérie a vu revenir des hommes qui, n'ayant connu que la vie creuse et oisive des douars, impressionnés par l'appareil gigantesque de notre organisation industrielle, avaient été soumis à une discipline sévère, accoutumés à un travail régulier, familiarisés avec l'emploi d'instruments perfectionnés. Elle a retrouvé des ouvriers dont la valeur professionnelle était notablement améliorée par des stages dans les usines de guerre ; des hommes qui, jusque là réfractaires à tout progrès, revenaient habitués à nos usages et aptes à développer notre civilisation dans les milieux arriérés (2). Elle a pu constater que l'exemple des ouvriers français avait propagé chez les travailleurs indigènes le goût de la propreté, une certaine coquetterie dans la tenue ; qu'en faisant naître en eux le désir d'un certain confort, d'un niveau de vie plus élevé, le spectacle de la famille ouvrière française procurait par là des débouchés nouveaux aux produits de notre industrie. On a déjà remarqué, en effet, notamment en Kabylie, que les indigènes revenant de la France, non seulement achètent sur les marchés des denrées plus substantielles, mais encore font plus facilement l'emplette d'objets ou de vêtements de bonne qualité pour eux et leur famille.

(1) Cf. : P. Bourdarie : « Les Algériens à Paris et en France ». *Revue indigène*-Novembre, Décembre, 1923.

(2). Comme nous l'avons déjà fait remarquer plus haut, ces progrès sont évidemment très relatifs.

On voit, encore, une des conséquences heureuses de cette émigration en masse qui a révélé aux indigènes les bienfaits de l'instruction, dans le succès que connaissent depuis la guerre nos écoles primaires indigènes. Alors qu'autrefois la difficulté était de recruter une clientèle pour ces établissements, depuis 1922 l'affluence des élèves est telle qu'on est obligé d'en refuser (1). De 33,094 en 1918 le nombre des élèves des écoles primaires indigènes est passé à 40,077 en 1923 ; de plus 8,824 enfants indigènes ne trouvant place dans les écoles qu'on leur a réservées, sont reçus dans les classes d'européens (2).

Enfin les salaires perçus par ces travailleurs constituent pour la Colonie un élément d'aisance considérable. Dans son discours aux Délégations Financières, le 8 mars 1917, M. le Gouverneur Général citait déjà des chiffres très éloquentes : « Dans les communes kabyles situées entre l'Isser et la Soumman, les salaires épargnés par les ouvriers et rentrés au pays par voie de mandats postaux s'élevaient en :

1914 à 10,198,364 francs ;

1915 à 12,336,299 — ;

1916 à 17,287,021 — ».

Ces sommes, remarquons-le, ne peuvent donner qu'une idée partielle des ressources que les familles indigènes tiraient des économies faites par les travailleurs sur leur salaire, car beaucoup attendaient jusqu'au retour pour rapporter eux-mêmes le fruit de leur labeur.

(1) Cf. : Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1923, pages 563 et s.

(2) Il convient de reconnaître que la généralisation de la conscription des indigènes est pour beaucoup dans ces progrès de l'hygiène et de l'instruction ; d'autre part, le stationnement en France des régiments de tirailleurs indigènes a, dans une certaine mesure, des conséquences identiques à celles que nous étudions dans ce chapitre.

Mais ces avantages économiques et sociaux ont hélas une contre-partie :

Les travailleurs indigènes, gâtés dans la Métropole, sont revenus avec des exigences souvent hors de proportions avec leurs capacités. Se heurtant à la résistance des colons, ces appétits ont provoqué un exode régulier vers les lieux de hauts salaires : *les régions industrielles de la France* ; et l'Algérie, où autrefois les bras étaient abondants, souffre depuis quelques années d'une crise de main-d'œuvre.

Touchant seulement les villes, ce mouvement d'émigration n'eût porté qu'un préjudice limité à l'Algérie. Celle-ci, en effet, n'a pas échappé au phénomène démographique de l'accroissement des agglomérations urbaines, si sensible depuis la guerre. Alors que la population indigène totale de l'Algérie a augmenté de 3,9 % de 1911 à 1921, pendant cette même période décennale, la population indigène des villes de plus de 20.000 habitants s'est accrue de 21,7 %. Mais le courant vers la Métropole est en grande partie alimenté par les campagnes, d'après les statistiques publiées par le Gouvernement Général (1) ce sont les communes mixtes de Fort-National, Djurdjura, Drapel-Mizan, dans le département d'Alger, de Guergour, Soumman, Akbou dans le département de Constantine, de Lalla-Marnia, Nedroma dans le département d'Oran qui, l'an dernier, ont fourni à l'émigration les contingents les plus importants.

L'agriculture est la première victime de cette désertion des campagnes et c'est un véritable cri d'alarme que jetaient, ces temps derniers, les Chambres d'Agriculture d'Algérie et la Confédération Générale des Agriculteurs d'Algérie. La situation est particulière-

(1) Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1923, pages 535 et s.

ment difficile dans le département d'Oran où l'on ne peut plus compter sur la main-d'œuvre étrangère qui, autrefois, affluait à l'époque des moissons et des vendanges : la dépréciation du franc empêche les Espagnols de venir, et la guerre retient les Riffains dans leur pays. Dans le département de Constantine la main-d'œuvre étrangère se raréfie également depuis que l'Italie entrave l'émigration de ses travailleurs.

L'industrie algérienne, elle aussi, se ressent particulièrement de cette pénurie au moment où de laborieux efforts tendent à lui donner une activité nouvelle, et où, grâce à de gros sacrifices financiers, la Colonie va enfin entreprendre de grands travaux publics. Alors que plus de 6,000 indigènes algériens travaillent dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais, la Société des Mines du Zaccar a été obligée de solliciter de l'Administration l'autorisation d'introduire dans la Colonie des mineurs étrangers : italiens et polonais ; et l'entreprise d'agrandissement du Port d'Alger a dû faire appel à des spécialistes marocains pour l'exploitation des carrières du Cap Matifou.

L'aisance, relative, dans laquelle vivent certaines familles entretenues par l'épargne des travailleurs employés dans la Métropole, en les maintenant dans leurs habitudes de nonchaloir et d'oisiveté, ne fait qu'empirer la situation.

Ces économies servent souvent aussi au rachat des terres de colonisation. Ce rachat progressif, par les indigènes, des propriétés rurales européennes, après la fin de la guerre, a vivement ému l'opinion. Le tableau ci-après montre en effet toute l'importance des changements survenus dans le mouvement normal des transactions. Le détail des statistiques prouve que c'est surtout dans l'arrondissement kabyle de Bougie et celui de Guelma que l'emprise indigène se manifeste avec le plus de continuité.

ANNÉES	IMMEUBLES RURAUX vendus par des indigènes à des européens		IMMEUBLES RURAUX vendus par des européens à des indigènes	
	Hectares	Prix	Hectares	Prix
1910.	66.802	9.291.730'	12.139	3.787.016'
1911.	67.681	11.485.422	14.240	5.260.104
1912.	76.359	12.688.221	13.015	5.914.946
1913.	68.634	9.398.131	19.443	7.109.256
1914.	41.861	6.485.288	9.663	3.898.879
1915.	10.145	2.069.774	3.500	1.369.129
1916.	14.931	4.021.152	7.264	3.641.923
1917.	19.962	6.486.039	8.480	5.067.521
1918.	16.840	8.440.087	20.316	14.646.795
1919.	19.089	13.526.829	40.140	30.520.820
1920.	35.258	24.342.047	30.031	28.691.016
1921.	36.173	15.792.488	20.819	16.500.575
1922.	29.538	16.431.801	18.029	15.408.304
1923.	27.175	16.849.191	18.880	16.431.129

On conçoit aisément combien l'accroissement des achats des indigènes est gros de conséquences à la fois économiques, politiques et sociales (1). Ce renversement complet du sens des transactions, à partir de 1918, ne peut s'expliquer que par l'abondance du numéraire entre les mains d'une population, réfractaire aux placements mobiliers, mais profondément attachée à la terre et qui, désireuse du moindre effort, a porté ses préférences sur la propriété déjà aménagée par le colon européen qui céda à la tentation des hauts prix offerts. Au lendemain de la guerre, les indi-

(1) Cf. : « Le Temps » du 27 octobre 1923.

gènes algériens se sont trouvés à la tête d'un capital dont ils n'avaient jamais osé espérer la possession. Les causes de cet enrichissement sont multiples, et à côté des prix rémunérateurs touchés par les fellahs pour leurs récoltes et leurs bestiaux, des primes d'engagement ou de démobilisation, des allocations journalières, des carnets de pécule, il faut faire figurer, pour une bonne part, les économies rapportées par les indigènes ayant travaillé dans les usines et les chantiers de la Métropole (1). Les autres sources plus ou moins taries par la disparition des causes qui leur avaient donné naissance, cette dernière subsiste et tend au contraire à augmenter, contribuant à maintenir le mouvement des transactions en faveur des indigènes — malgré une baisse très sensible depuis 1920 — bien au-dessus du niveau moyen d'avant-guerre.

Bien qu'elle ait considéré qu'il y avait là « un phénomène aussi exceptionnel que les circonstances qui l'ont provoqué », l'Administration algérienne, consciente du danger que fait courir à l'œuvre accomplie par nos colons cette prise de possession, par l'élément indigène, des terres mises en valeur par les européens, s'efforce d'en neutraliser les effets et de rétablir l'équilibre en développant la colonisation par des mesures propres à assurer la prépondérance de l'élément national dans la Colonie (2).

Si, au contact des populations françaises, les indigènes algériens ont en général acquis un souci plus attentif de l'hygiène, les habitudes d'intempérance qu'ils ont facilement contractées triomphèrent bien vite de la rigueur des principes coraniques prohibant

(1) « Les salaires qu'ils perçoivent en France reviennent dans la Colonie dans la proportion des 2/3 ». Discours du Gouverneur Général au Conseil Supérieur en Juin 1916.

(2) Cf. : « Le Temps » du 23 mars 1924.

l'alcool. Quelques aventures faciles, des liaisons plus ou moins passagères et aussi plus ou moins honnêtes, en ternissant le prestige de la femme européenne ont porté une atteinte sérieuse au respect que ces coloniaux lui témoignaient.

Enfin, témoins des conflits qui dressaient en ennemis les salariés et les patrons, les indigènes, qui jusque là n'avaient sur les questions sociales que des idées confuses, ont été d'autant plus aisément gagnés par l'esprit de révolte, que leur penchant naturel à la paresse accueillait avec sympathie une doctrine dont l'essentiel, pour eux, était qu'elle devait permettre de gagner plus en travaillant moins.

Des faits très symptomatiques de cette mentalité ont pu être observés en Algérie dans ces dernières années. L'élément indigène a participé, dans une proportion jusqu'alors inconnue, aux diverses démonstrations ouvrières : défilés du 1^{er} Mai, meetings, grèves.

Au cours des grèves de 1920 — qui portèrent un préjudice sérieux à la Colonie en atteignant certaines industries vitales telles que les transports et dont quelques-unes présentèrent une gravité particulière par leur caractère révolutionnaire — les étrangers ne prirent aucune part active aux mouvements sociaux et s'abstinrent le plus souvent d'assister aux manifestations organisées, or l'Exposé de la Situation Générale de l'Algérie en 1920 (1) constate au contraire que « les indigènes sujets français ou marocains ont non seulement cessé le travail en même temps que les ouvriers français dans les industries où ils travaillaient avec eux, mais encore se sont mis en grèves dans des établissements où ils étaient employés seuls. On compte 4 grèves de ce genre avec 1,347 indigènes dans le département d'Alger et une grève avec

(1) Page 670.

41 ouvriers indigènes dans le département de Constantine. »

De même dans le chapitre relatif aux grèves, de l'Exposé de 1922 nous trouvons : « En 1921 les tueurs de l'abattoir d'Alger qui se sont mis en grève étaient tous des indigènes » (1).

Ce nouveau trait de la mentalité indigène — répercussion par voie d'incidence de la fréquentation des milieux frondeurs métropolitains — n'est pas sans soulever quelques inquiétudes en Algérie, car le communisme y est d'autant plus dangereux, qu'il pourrait trouver facilement des sympathies dans des milieux où la propriété collective est la règle pour les terres de tribus et dont la grande masse ignorante, dépourvue d'esprit critique, est une proie facile pour un parti politique en quête d'une clientèle : encore mal guérie de ses instincts pillards, elle sourit volontiers à une révolution qu'elle imagine naïvement comme une manière de « razzia » assez fructueuse pour assurer la réalisation du rêve séculaire des « buveurs de Soleil »... aux frais des infidèles. Et cela au moment où, dans un mouvement de reconnaissance un peu précipité, le législateur est venu considérablement accroître les droits politiques de nos sujets (2). Les français conservent bien la suprématie dans toutes les assemblées, mais les élus indigènes tiennent et tirent de l'importance numérique de leurs mandants une autorité morale énorme, et de là risque, déjà, de venir le danger.



L'exposé, forcément rapide, de considérations qui, souvent, ne ressortissent du domaine de notre étude

(1) Page 685.

(2).Loi du 4 février 1919.

que par ricochet, prouve l'extrême complexité du problème de l'utilisation en France de la main-d'œuvre Nord-africaine. Les questions brûlantes qu'il soulève, sur le terrain politique et social, exigent de la part de l'Administration algérienne et surtout du législateur, généralement peu préparé à sa mission en matière coloniale, énormément de prudence. Comme le dit excellemment M. le Dr Gasser, Sénateur d'Oran : « Ayons toujours devant les yeux la démographie de ce pays où 5,000,000 d'indigènes sont en face de 800,000 européens... Parler de l'Algérie, prolongement de la France de l'autre côté de la Méditerranée, c'est employer une expression simplement imagée. L'Algérie est une colonie où une minorité française conduit vers le progrès une majorité très nombreuse de non français » (1).

Au cours d'un congrès récent, les Maires d'Algérie ont émis le vœu :

« Que soit réglementé le départ pour la France des travailleurs indigènes ».

Le Conseil Municipal de Paris, lui-même, justement ému par la situation souvent pénible des milliers d'indigènes Nord-africains qui peuplent les faubourgs de la Capitale, et inquiet par cette masse qui échappe à la surveillance de sa police, a mis à l'étude, en décembre 1923, une proposition tendant à créer à la Préfecture de Police une « Section d'affaires indigènes nord-africaines » qui aura à s'occuper de la situation matérielle et morale et de la police des indigènes nord-africains résidant ou de passage à Paris.

Le 24 mars 1924, le Ministre de l'Intérieur a créé une commission interministérielle chargée d'étudier les problèmes que soulève cette immigration des indi-

(1) « Rôle Social de la France dans l'Afrique du Nord ». Crés, Paris 1924, page 266.

gènes nord-africains. Conformément à l'avis de cette commission, le Ministre de l'Intérieur, a prescrit au Préfet de la Seine de s'associer à la proposition déposée sur le bureau du Conseil municipal de Paris. Par ailleurs, le Ministre a invité le Gouverneur Général de l'Algérie a prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du règlement élaboré par la commission :

« C'est, avant toutes choses, dit le Ministre de l'Intérieur, le souci constant de l'intérêt même des travailleurs indigènes qui a inspiré et guidé les délibérations de la Commission, ce sont les inconvénients, les dangers et les déplorables conséquences maintes fois constatées de l'absence de réglementation qui l'ont déterminée à préconiser un ensemble de mesures sur le but desquelles il importe que nul ne se méprenne en Algérie et en France. L'intérêt le mieux compris de l'indigène désireux de venir travailler en France exige, en effet, qu'il ne soit plus exposé, comme cela se produit actuellement dans la majorité des cas, à quitter son foyer algérien sans avoir acquis la certitude préalable de trouver en France au moins l'équivalent de ce qu'il abandonne, c'est-à-dire un travail rémunérateur et correspondant à ses aptitudes.

« Les présentes instructions n'ont pas pour but de tarir la source du recrutement de la main-d'œuvre indigène, mais comme le déclarait un des membres de la Commission, M. le Député Moutet, de « permettre au contraire la pénétration judicieusement progressive d'éléments indigènes répondant par leur aptitude physique et professionnelle aux exigences des différentes branches de l'activité nationale métropolitaine ».

« Il s'agit, en un mot, de mettre fin par une règle-

» mentation dont le travailleur indigène sera le principal bénéficiaire, à un désordre dont il était trop fréquemment, jusqu'à ce jour, la pitoyable victime.

» Ces dispositions seront, conformément au vœu de la Commission, complétées par la création, en France, d'organismes spéciaux destinés à assurer aux travailleurs indigènes l'assistance et la protection qui leur sont nécessaires.

» Tels sont les principes qui ont inspiré la Commission interministérielle et les prescriptions réglementaires qui en découlent.

» J'ai décidé, en conséquence, que désormais, l'embarquement des travailleurs indigènes algériens et nord-africains à destination de la France serait subordonné aux conditions suivantes :

» 1° » Tout indigène désireux de venir en France occuper un emploi salarié devra produire, au moment de son embarquement :

» a) Un certificat d'engagement visé par le Ministère du travail (office de placement du département où se trouve le lieu de travail), certificat assurant du travail à l'intéressé dès son arrivée à destination ;

» b) Un certificat médical délivré par l'un des médecins désignés spécialement à cet effet par votre Administration et attestant que l'indigène est physiquement apte à travailler en France et qu'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse ni tuberculeuse ;

» c) Une carte d'identité avec photographie délivrée par le Maire ou l'Administrateur de la Commune où l'indigène est domicilié et mentionnant avec les nom, prénoms, âge de l'intéressé, sa profession habituelle ;

» 2° Lorsqu'un employeur, établi en France, sera désireux de faire venir des ouvriers algériens qu'il

» ne connaîtrait pas nominativement, il pourra les
» obtenir par l'intermédiaire de l'Office de placement
» de son département. Pour cela, il devra présenter
» au visa de cet Office des contrats individuels, en
» nombre correspondant à celui des ouvriers qu'il
» désire introduire, sans préciser le nom des titulaires.
» Après visa, l'Office de placement transmettra ces
» contrats à l'Office départemental d'Alger qui se
» chargera, soit directement, soit par l'intermédiaire
» des Offices de placement de l'Algérie, de faire con-
» naître ces offres d'emplois aux travailleurs inté-
» ressés et de leur remettre les contrats d'engage-
» ment ;

» 3° Lorsqu'un indigène algérien, établi en France,
» sera désireux de faire venir auprès de lui sa famille
» (femme, ascendants à sa charge ou enfants) il devra
» adresser aux intéressés un certificat établi par son
» employeur, attestant qu'il gagne un salaire suffisant
» pour subvenir aux besoins de sa famille et qu'il
» dispose d'un logement pour l'héberger. Ce certi-
» ficat, qui devra porter obligatoirement l'avis motivé
» du Maire de la commune de sa résidence, n'aura
» pas à être visé par le Ministère du Travail et il rem-
» placera le certificat d'engagement prévu au § 1^{er}, a).

» Comme il importe essentiellement, dans l'intérêt
» même des passagers, de prévenir, de la part des
» autorités chargées d'assurer l'application des pré-
» sentes prescriptions, toute difficulté et toute erreur
» d'interprétation, j'ai décidé, qu'à l'avenir, tout passa-
» ger quelle que soit son origine européenne ou indi-
» gène, et quelle que soit la classe de son passage,
» pourra être tenu, à l'embarquement en Algérie et
» au débarquement en France, de justifier de son
» identité, soit par la production de la carte d'iden-
» tité mentionnée au § 1^{er}, a) de la présente lettre (pour

» les travailleurs indigènes), soit par la présentation
» de toute autre pièce officielle permettant de vérifier
» l'identité, le domicile et la profession de l'intéressé.

« Cette justification sera obligatoire pour les passagers indigènes de 3^e et de 4^e classe afin d'assurer, sans contestation possible, la détermination de leur qualité de travailleur indigène.

» Par ce même courrier, je notifie aux Préfets des départements côtiers de la Métropole les présentes instructions et je les invite à prescrire, à dater du 1^{er} octobre 1924, les mesures d'exécution qu'elles comportent.

» J'informe également MM. les Directeurs des différentes Compagnies de transport maritime des dispositions qui sont prises et je les prie de bien vouloir s'associer, par le contrôle de leur propre personnel, à leur application.

» J'ai cru devoir, en même temps, avertir les compagnies que les frais de rapatriement des travailleurs indigènes qui ne se trouveraient pas, à l'arrivée au port destinataire, remplir les conditions mentionnées dans la présente lettre et au débarquement desquels les Commissaires spéciaux auront pour consigne de s'opposer, seraient laissés à leur charge ».

Ainsi, cette réglementation (1), en n'autorisant que l'embarquement des travailleurs justifiant d'un emploi dans la Métropole, empêchera le départ des imprudents qui finissent trop souvent dans la misère ou le vagabondage. Comme, d'autre part, il est probable que les employeurs ne consentiront à embaucher que des sujets présentant de bonnes références, ces dispositions, judicieusement appliquées, pourront utilement

(1) Appliquée depuis le 1^{er} octobre 1924.

servir les intérêts conjugués des Indigènes, de la Colonie et de la Métropole. Epargnant des équipées funestes à la masse ignorante, elle permettra, au contraire, l'émigration des meilleurs éléments de la population indigène, de sujets déjà suffisamment évolués pour être assimilés avec profit par la civilisation européenne. La Métropole verra la qualité se substituer avantageusement à la quantité, et la Colonie pourra retrouver des hommes mieux préparés à jouer le rôle de ferment dans notre œuvre civilisatrice.

TROISIÈME PARTIE

L'apport financier

CHAPITRE PREMIER

Souscriptions aux Emprunts

De l'Algérie, pays neuf, où tout fut à créer où l'immensité des richesses à exploiter absorbe les capitaux dès leurs naissance, pays dont l'outillage économique demeure embryonnaire faute de ressources, dont la fortune, pour les trois quarts, est immobilière et où le loyer de l'argent, du fait de sa rareté, eu égard aux besoins, a toujours été plus élevé qu'en France (1), on ne pouvait attendre un concours financier important au moment même où les événements venaient sérieusement embarrasser sa situation économique.

Néanmoins, dans la mesure de ses modestes moyens, elle s'est efforcée de traduire pratiquement son ardent désir d'aider de toutes ses forces la mère-patrie.

(1) A la veille de la guerre, alors que le taux d'escompte officiel de la Banque de France était de 4 %, celui de la Banque de l'Algérie s'élevait à 5 %.

Les chiffres que nous allons citer vont paraître bien minces car, depuis la guerre, nos esprits sont habitués à des ordres de grandeur qui restaient autrefois, le privilège des mesures astronomiques, comme le faisait spirituellement remarquer M. Decamps, au cours d'une conférence au Conservatoire National des Arts et Métiers, on a maintenant le milliard facile. Aussi, convient-il, pour permettre d'apprécier sainement la mesure de l'effort algérien, d'esquisser rapidement les traits essentiels de la fortune de la Colonie.

La fortune de l'Algérie est une richesse presque exclusivement immobilière, une fortune, qui fécondée par le travail, pouvait fournir de nombreux produits et par là participer au ravitaillement de la France ou accroître le chapitre des exportations de sa balance commerciale, mais qui, par sa nature même ne pouvait pas directement se monnayer.

« La possession de valeurs mobilières, dit
» M. W. Oualid, est chose complètement ignorée des
» indigènes. Quant aux Européens, leur répugnance
» pour les valeurs mobilières a des motifs d'ordre
» psychologique et d'autres plus proprement économiques. A l'ignorance appartient la première place :
» ignorance qui fait considérer la terre comme la
» richesse essentielle et voue au mépris la « *res mobilis* » et plus encore la simple représentation fiduciaire des biens qui échappent aux yeux de leurs
» porteurs ; mais ignorance aussi qu'excuse et justifie
» l'importance de la propriété foncière en une contrée exclusivement agricole. De plus l'Algérie est
» le pays des fortunes nouvelles. Les riches le sont
» de date récente et dans leur désir de manifester
» leur opulence de façon tangible et utile à la fois,
» ils cèdent au légitime orgueil de « mettre leurs
» biens au soleil ». C'est un état d'esprit particulière-

» ment frappant chez les immigrés et chez les Israéli-
» tes naturalisés, auxquels la loi coranique, avant
» la conquête, interdisait l'accès à la propriété du sol.
» Une fois autorisés, par la venue européenne, à
» l'acquisition de domaines fonciers, ils sont souvent
» devenus les principaux propriétaires urbains.

» Les nécessités économiques à leur tour, sont loin
» d'être négligeables. Les capitaux en formation trou-
» vent, à peine constitués, un emploi rémunérateur
» dans les placements immobiliers. La terre augmente
» de valeur ; la construction se développe fièvreuse-
» ment. Les travaux demandent, pour leur exécution,
» le recours à l'emprunt gagé sur les terres à amé-
» liorer ou les maisons à édifier. L'emprunt hypothé-
» caire, les constructions nouvelles offrent donc un
» débouché profitable aux capitaux flottants dispo-
» nibles dans la Colonie, et joints aux mobiles psycho-
» logiques brièvement analysés, ces considérations
» expliquent l'éloignement où sont tenues les valeurs
» mobilières » (1).

Le tableau, qui résume les évaluations de M. Ouahid (2), montre pour une fortune totale de 5,251,202,000 francs, une part de biens immobiliers égale à 3,844,815,000 francs, soit 73 %. Si nous considérons seulement l'élément européen — moins riche en cheptel — la proportion des biens immobiliers par rapport à sa fortune totale est de 80 %.

L'émission des emprunts nationaux pouvait donc trouver dans la Colonie, un marché peu favorable, manquant d'habitude pour ce genre de placement et surtout de disponibilités. Les sentiments patriotiques

(1) La fortune mobilière de l'Algérie, Bulletin de la Réunion d'Etudes Algériennes, janvier-février 1910.

(2) Essai d'évaluation du capital privé en Algérie, Revue d'Economie politique, 1910.

des populations algériennes triomphèrent aisément de leurs préventions pour les placements mobiliers, et les bénéfices que procurèrent les prix élevés atteints par les produits de la terre, une balance commerciale nettement favorable en 1917 et 1918 (1) l'impossibilité, par suite de la cherté des matériaux et de la rareté de la main-d'œuvre, d'investir ses gains dans des constructions nouvelles, permirent à l'Algérie de répondre d'une façon tout à fait honorable, aux appels au crédit faits par la France pendant la guerre. Comparée à l'ensemble des souscriptions ou même au détail des apports des autres Colonies et des Protectorats, la part de l'Algérie, rapprochée de ses facultés, témoigne d'un effort d'autant plus méritoire qu'il ne faut pas perdre de vue qu'elle est due, presque exclusivement, aux français de la Colonie et qu'une grande partie de la fortune dont nous parlions plus haut est aux mains des indigènes et des étrangers (Espagnols et Italiens).

Quant aux souscriptions aux Bons de la Défense Nationale, l'absence complète de statistiques pour les émissions de valeurs à court terme, empêche de fixer, même approximativement les limites de leur rendement. L'impression générale permet toutefois d'affirmer qu'il fut très important. Le Président du Conseil d'Administration de la Banque de l'Algérie disait à l'Assemblée générale du 28 novembre 1918 :

« Nous faisons également d'énergiques efforts pour
» placer des Bons de la Défense Nationale. Aucune
» statistique, ne nous donne à ce sujet des chiffres
» précis, mais nous savons que les résultats que nous
» avons obtenus dans cette voie ont été et sont encore
» considérables ».

(1) Cf. : documents annexes : tableaux IX.

Tableau des emprunts à long terme contractés par la France

DATE des emprunts	RENDEMENT total	SOUSCRIPTIONS recueillies en Algérie	PART des indigènes dans les souscrip- tions de l'Algérie	SOUSCRIPTIONS recueillies dans nos autres colonies (1)	SOUSCRIPTIONS recueillies en Tunisie	SOUSCRIPTIONS recueillies au Maroc
5 % 1915 . . .	13.708.000.000	142.829.000	?	22.500.808	35.691.216	10.806.500
5 %, 1916 . . .	10.082.000.000	183.084.000	1.487.500	45.806.377	16.092.380	6.300.000
4 %, 1917 . . .	10.171.000.000	173.973.000	2.915.500	76.051.864	12.990.010	5.200.000
4 %, 1918 . . .	21.744.000.000	564.374.000	6.284.376	152.409.354	39.145.957	63.670.600
5 %, 1920 . . .	15.944.000.000	441.456.000	15.627.500	107.256.680	48.466.800	27.200.000
6 %, 1920 . . .	14.398.000.000	290.388.000	5.837.000	209.898.556	46.537.550	29.883.600
TOTAUX . . .	86.014.000.000	4.765.804.000	32.148.876	613.623.639	198.923.913	143.060.700

(1) Pour le détail des souscriptions par colonies voir : A. Sarraut, « La mise en valeur des Colonies françaises », Payot ; Paris 1923, p. 46.

CHAPITRE II

Concours de la Banque de l'Algérie

Dès l'année 1899, par une convention secrète, négociée par le Ministre des finances avec le Directeur Général de la Banque de l'Algérie, cet institut d'émission s'était engagé à mettre à la disposition du gouvernement, en cas de mobilisation générale, une avance de 40 millions de francs. Une convention du 30 novembre 1911 porta ce chiffre à 100 millions. Cette convention fut ratifiée par la loi du 5 août 1914, et au cours des années suivantes de nouvelles conventions vinrent élever le montant primitif du prêt. Une convention du 6 septembre 1915, ratifiée par la loi du 30 novembre 1915 accorde à l'Etat une nouvelle avance de 100 millions de francs. Le 3 juin 1918, une troisième convention, ratifiée par la loi du 24 juillet 1918, prévoit une autre avance de 100 millions de francs. Enfin, la nécessité de faire face à de gros achats en Algérie, pour le service du ravitaillement, provoqua une dernière convention le 23 septembre 1918, ratifiée par la loi du 8 octobre 1918, portant le chiffre des avances à 400 millions.

L'Etat, en même temps, imposait le cours forcé des billets de la Banque de l'Algérie, et élevait par tranches successives, la limite de ses émissions jusqu'à 900 millions de francs (décret du 20 septembre 1918).

Ces avances, que l'Etat s'engageait à rembourser dans le plus bref délai possible et en échange desquelles il remettait à la Banque des Bons du Trésor, étaient consenties moyennant un intérêt fixé au taux de 1 % pendant la durée de la guerre ; une année après la cessation des hostilités cet intérêt devait être élevé à 3 %. Le produit de ce supplément d'intérêt (2 %), qui en aucun cas ne pouvait être compris dans les bénéfices à distribuer aux actionnaires, devait être porté à un compte spécial de réserve destiné à couvrir la Banque des pertes qu'elle pourrait éprouver dans le recouvrement des effets moratoriés ; le reliquat de ce compte venant en atténuation des avances faites par la Banque à l'Etat.

Lors du renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie, en 1917, l'Etat estimant excessif, pour des avances considérables, un taux d'intérêt prévu pour des prêts de faible importance et de courte durée, ramena en fait, par une voie indirecte (en fixant à 0,40 % le taux de la redevance payée par la Banque à l'Etat, sur les avances de guerre) à 0,60 % le taux de 1 % qu'il payait pour des billets dont son propre crédit était une des principales garanties (1).

Le montant des avances effectivement perçues par l'Etat ressort, dans les bilans annuels de la Banque de l'Algérie, pour les sommes suivantes :

31 octobre 1915 (loi du 5 août 1914)	75.187.500'
31 octobre 1916 (Lois du 5 août 1914 et du 30 novembre 1915)	120.300.000
31 octobre 1917 (Lois du 5 août 1914 et du 30 novembre 1915)	130.325.000

(1) Cf. : Les avances faites à l'Etat par la Banque de l'Algérie pendant la guerre. *Revue de Science et de législation financières* (1918, page 521 s.).

31 octobre 1918 (Lois du 5 août 1914, 30 novembre 1915, 14 juillet 1918, et 8 octobre 1918	345.862.000
31 octobre 1919 (Lois du 5 août 1914, 30 novembre 1915, 14 juillet 1918, et 8 octobre 1918.....	340.850.000

Ces avances étaient soldées lors de la publication
du bilan de l'exercice 1919-1920.

CHAPITRE III

Mesures d'ordre budgétaire

Le trouble jeté par la guerre dans la situation de l'Algérie, la rupture d'équilibre qu'entraînait dans son budget, en face d'un fléchissement des recettes, un accroissement considérable des dépenses occasionnées par les circonstances exceptionnelles qu'on traversait, ne pouvaient permettre à la Colonie une aide financière directe à la Métropole alors que ses propres exercices se soldaient par des déficits importants.

Néanmoins il convient de signaler deux gestes qui, à défaut de conséquences pratiques bien appréciables pour la Métropole, témoignent du souci de la Colonie de pousser jusqu'aux limites du possible le concours qu'elle voulait apporter à la mère-patrie.

1°) *Participation aux charges militaires*

Aux termes de la loi du 19 décembre 1900, qui a créé le budget spécial de l'Algérie, la Colonie — en dehors de l'entretien de sa gendarmerie — est déchargée de toute dépense militaire (puisqu'il s'agit là d'une dépense de souveraineté française). Cependant, dès la première année de la guerre, les Assemblées financières algériennes ont voté une participation aux charges militaires de la Métropole. Cette contribution annuelle, dont le montant fut de 4 millions de francs de 1915 à

1920, a été progressivement élevée depuis à 12, puis 20 et enfin 25 millions de francs.

2°) *Suppression des « Impôts Arabes »*

Jusqu'en 1918 le régime fiscal algérien était caractérisé par la coexistence de deux catégories d'impôts : les uns applicables indistinctement — et à quelques exceptions près en faveur des indigènes — à l'ensemble des contribuables, les autres, les « Impôts arabes », qui respectaient les formes d'après lesquelles l'impôt était levé avant l'occupation française, uniquement payés par les indigènes.

Pour récompenser le loyalisme des indigènes pendant la guerre et décharger notre pays des critiques auxquelles donnait prise ce traitement particulier, frappant nos sujets, les assemblées financières algériennes, en mai 1918, malgré une situation obérée et le surcroît de charges que cette mesure entraînait pour la population européenne, décidèrent la suppression des « Impôts arabes ».

CONCLUSIONS

Au cours de chapitres que les difficultés d'information — difficultés tenant à la rareté des statistiques pendant la guerre, à l'irrégularité d'une comptabilité tenue par un personnel de fortune écrasé par des besognes chaque jour nouvelles, à la dispersion des archives d'organisations nées de la guerre et disparues avec elle, à l'impossibilité d'ouvrir certains dossiers secrets — empêchent souvent d'étoffer, nous nous sommes efforcés de tracer un tableau fidèle du concours économique apporté par l'Algérie dans la dernière guerre. Malgré ses lacunes, nous pensons que ce travail permet d'entrevoir toute la valeur des efforts de notre grande Colonie pendant l'épreuve que nous avons endurée.

Dans le ravitaillement de la Métropole, l'Algérie, privée des cadres de son armée économique, gravement gênée par des obstacles de toutes sortes, a « tenu », et il ne dépendit que d'un tonnage plus important que ses envois fussent plus abondants et plus réguliers.

Moins entravé par les événements, son effort, dans les autres domaines, a été plus efficace ; aux usines et chantiers de la Métropole elle a fourni de précieux renforts de travailleurs, au Trésor elle a généreusement versé ses économies.

La guerre, a-t-on dit, possède la rare vertu de mettre les valeurs à leur place. Cela a été vrai, au moins, pour les Colonies. Comme l'a écrit M. A. Sarraut : « la

Grande Guerre a eu l'avantage certain de révéler les Colonies au public français » (1).

L'héroïsme, déjà légendaire, des troupes que nos Colonies nous ont envoyées, les tonnes de produits alimentaires et de matières premières les plus diverses que nous en avons reçues, ont dessillé tous les yeux. Le succès des Expositions Coloniales de Marseille en 1922 et de Strasbourg en 1924 a permis aux plus sédentaires et aux moins avertis des Métropolitains de comprendre quelle source de richesse — et nous entendons bien ce mot dans son sens étymologique — constitue notre domaine d'outre-mer. « L'idée, l'image, peu à »
» peu s'est précisée dans les esprits, d'une entité nouvelle où la Patrie continentale et les Frances d'outre- »
» mer, sinon confondues, du moins étroitement solidarisées, composeraient la force réelle d'une plus »
» grande France, appuyant sa sécurité non plus sur »
» quarante millions, mais sur cent millions d'êtres »
» humains, et pouvant demander toutes les nourritures de sa vie à l'ensemble d'un domaine vingt »
» fois grand comme la Patrie maternelle » (2).

Dans la période difficile de l'après-guerre cette idée d'une plus grande France, d'une France disposant de plus de bras pour travailler et aussi pour la défendre le cas échéant, d'une France alimentée par les ressources variées d'un empire qui s'étend sur tous les continents, trouvait un milieu d'autant plus favorable à son développement que la fraternelle association, le coude à coude étroit des années de lutttes, ont fait place, le danger disparu, à un égoïsme brutal : les divergences d'intérêts ont opposé les nations un moment unies devant l'ennemi commun, le combat les armes à la main a cessé, mais la bataille continue, plus

(1) « La mise en valeur des Colonies françaises », page 38.

(2) « La mise en valeur des Colonies françaises », page 17.

sourde et plus âpre peut-être, sur le terrain économique.

Epuisée par une guerre à laquelle la partie la plus riche de son territoire servit de champ de bataille, prise entre la carence d'un débiteur de mauvaise foi et les exigences de créanciers cupides, la France abandonnée par ses anciens alliés doit se replier sur elle-même ; pour échapper aux conséquences d'un change tout à fait défavorable elle s'efforce de se suffire, de combler le déficit de sa production par un appel plus large aux ressources de ses Colonies.

De l'Algérie, la France attend beaucoup pour en avoir beaucoup reçu. Dans son rétablissement économique et financier « les trois départements d'outre-mer » qui, au cours de la guerre, dans tous les domaines (recrutement militaire, main-d'œuvre, ravitaillement, emprunts) fournirent l'apport de beaucoup le plus important, doivent jouer un rôle de tout premier plan (1).

Pour mener à bien cette grande œuvre, pour jeter, suivant l'expression de M. Th. Steeg, Gouverneur Général de l'Algérie (2), sur le plateau national, dans la balance des échanges, l'apport algérien, il faut accroître dans toute la mesure possible la production de cette « seconde France ».

A quelques heures de la Métropole, dotée d'un climat tempéré, d'une terre fertile, d'un sous-sol puissamment minéralisé, l'Algérie offre à notre énergie un vaste champ d'activité. Pour féconder ces immenses richesses qui peuvent nous fournir les moyens de relèvement dont nous avons un si pressant besoin il faut à la Colonie des travailleurs et un outillage économique perfectionnés.

(1) Cf. : P. Penciolelli : « Le problème économique et l'aide algérienne ».

(2) Discours aux Délégations financières, 14 mai 1924.

Les travailleurs. — On ne peut attendre de la France, exsangue, elle-même dans l'obligation de faire appel aux bras étrangers, de nouvelles phalanges de colons. La seule solution possible reste donc l'adaptation des indigènes aux conditions de la production moderne. C'est, certes, une œuvre de longue haleine, qui exigera longtemps de gros sacrifices. Mais comment l'Algérie peut-elle prétendre à de belles destinées économiques tant que les 4/5 de ses habitants resteront mollement engourdis dans des traditions d'apathique ascétisme ?

« Il faut, écrivait en 1912 le Père Foucauld, élever les » peuples du Nord de l'Afrique non par des lois, leur » **donnant d'un trait de plume les mêmes devoirs et** » les mêmes droits qu'à nous dont ils diffèrent si com- » plètement, mais en travaillant à leur donner l'aisan- » ce matérielle, une instruction spéciale, une men- » talité appropriée. Ce n'est pas l'œuvre d'un jour, » mais cela peut se faire, parcequ'en bonne philoso- » phie il est évident que c'est notre devoir de le faire » et aussi parce que l'expérience historique montre » que cela s'est fait bien des fois. »

Il y a là un immense réservoir humain qu'il faut amener à une vie active. Par la diffusion de l'enseignement général et de l'enseignement technique en débarrassant les indigènes de leurs procédés primitifs on leur inculquera des méthodes culturelles plus modernes, de meilleur rendement, on formera des ouvriers qualifiés. Par le développement de l'industrie à domicile on pourra tirer parti des vastes ressources qu'offre la population féminine musulmane confinée à l'intérieur des logis par ses principes religieux. Enfin et surtout, il faut améliorer la situation matérielle des indigènes, leur accorder des salaires suffisamment rémunérateurs pour enlever à l'émigration une de ses principales raisons et compléter ainsi heureusement la réglementation

qui tend à modérer cette évasion. A ce peuple primitif, aux désirs limités il faut faire connaître ce moteur de l'effort : le besoin. Mieux payé, l'indigène commencera par travailler moins, puisqu'il pourra plus rapidement acquérir de quoi apaiser sa faim, mais bientôt — et c'est là une évolution qui se manifeste tous les jours — l'exemple de la vie plus confortable des européens lui fera consacrer son gain à la satisfaction de nouveaux besoins, ceux-ci s'accroissant en nombre et en intensité, immanquablement, la loi du travail s'imposera à cette nouvelle recrue.

L'outillage économique. — Au cours de leur dernière session (mai-juin 1924) les Assemblées financières algériennes ont adopté un programme de grands travaux comportant une dépense de 430 millions de francs (1). Grâce à ses sacrifices la Colonie va posséder, dans quelques années, l'outillage indispensable à sa prospérité et au rôle important qu'elle ambitionne de jouer dans la restauration économique de la mère-patrie. Mais, pour que ces efforts portent pleinement leurs fruits, il faut à l'Algérie, qui reçoit sa vie par la route de la mer, une organisation des transports maritimes à la mesure de ses besoins. Il faut affranchir la Colonie de ce régime de Monopole ennemi des initiatives, et, sans porter atteinte à notre marine nationale, effacer ce dernier souvenir du « pacte colonial » par des dispositions libérales, substituant à ce prohibitionnisme brutal un protectionnisme mieux en harmonie avec notre régime douanier et plus propre à servir les grands intérêts du pays (2).

(1) A réaliser en 5 ans.

(2) Cf. : J. Sépulcre. Les Transports Maritimes entre la France et l'Algérie » (Thèse, Paris 1924).

DOCUMENTS ANNEXES

- I. — Tableau analytique des importations en France, de l'Algérie, de nos autres Colonies et Protectorats et de l'Etranger.
 - II. — Tableau comparatif des importations en France de nos Colonies et Protectorats.
 - III. — Mouvement de la navigation entre l'Algérie et la France (Entrées).
 - IV. — Mouvement de la navigation entre l'Algérie et la France (Sorties).
 - V. — Mouvement de la navigation entre l'Algérie et la France, les Colonies françaises et l'Etranger (Entrées).
 - VI. — Mouvement de la navigation entre l'Algérie et la France, les Colonies françaises et l'Etranger (Sorties).
 - VII. — Exportations d'Algérie en France.
 - VIII. — Effectifs de la marine marchande algérienne.
 - IX. — Commerce spécial de l'Algérie.
 - X. — Importations en Algérie.
 - XI. — Importations en Algérie des combustibles minéraux.
 - XII. — Envois de l'Algérie au Corps Expéditionnaire d'Orient.
-

I. — Tableau analytique des importations en France, de l'Algérie, de nos autres colonies et protectorats et de l'étranger
(COMMERCE SPÉCIAL)
en milliers de francs

	1913	1914	1915	1916	1917	1918
Algérie						
Objets d'alimentation	272 642	260 991	475 590	438 279	574 488	497 375
Matières nécessaires à l'industrie	46 735	41 742	60 631	90 502	92 451	404 256
Objets fabriqués	41 464	40 256	40 674	9 791	15 893	22 012
Totaux	330 841	342 989	546 895	538 572	682 532	623 643
Autres colonies et protectorats						
Objets d'alimentation	230 960	252 400	338 441	449 821	1 030 809	569 089
Matières nécessaires à l'industrie	250 514	197 153	267 461	315 574	492 578	409 553
Objets fabriqués	5 329	5 090	9 579	41 710	22 304	23 435
Totaux	486 803	454 643	615 481	807 105	1 545 691	1 002 077
Pays étrangers						
Objets d'alimentation	4 313 977	1 300 036	2 500 766	4 119 773	5 380 078	4 578 259
Matières nécessaires à l'industrie	4 648 483	3 269 252	4 325 312	9 347 314	11 291 720	9 354 919
Objets fabriqués	1 644 228	4 005 189	3 047 360	5 897 655	8 654 034	6 330 459
Totaux	7 603 688	5 634 477	9 873 448	9 274 742	25 325 832	20 680 637
Totaux généraux	8 421 332	6 402 169	11 035 794	20 640 419	27 554 035	22 306 377

II. — Tableau comparatif des importations en France de nos colonies et protectorats

(COMMERCE SPECIAL)

en milliers de francs

	1913	1914	1915	1916	1917	1918
Algérie	330.844	312.989	546.895	538.572	682.532	623.643
Tunisie	81.451	41.504	77.842	87.278	186.756	485.692
Maroc	20.429	17.435	44.450	406.888	238.639	149.496
Congo	3.978	2.623	3.529	3.993	8.420	6.862
Sénégal	64.932	55.124	114.858	94.048	167.957	126.870
Autres établissements de la Côte Occ. d'Afrique	27.248	17.000	31.532	45.806	86.456	79.961
Mayotte	1.057	1.849	2.534	2.396	660	420
Nossi Bé	98	646	2.482	2.441	4.547	1.206
Madagascar et dépendances	29.564	31.886	47.486	73.297	110.286	64.637
Ile de la Réunion	46.589	21.382	35.782	38.675	59.262	25.935
Côte des Somalis	4.294	5.043	1.916	4.240	7.227	6.134
Etablissements Français dans l'Inde	31.110	28.709	44.743	33.403	23.039	626
Indo-Chine Française	404.384	430.401	418.580	447.945	392.861	154.425
Océanie (Nouvelle Calédonie	43.182	40.387	6.332	44.178	9.349	8.924
(Autres établissements	4.638	1.696	1.477	1.064	791	2.003
Guyane Française	3.436	2.223	1.727	2.962	4.814	6.210
Martinique	22.696	26.873	51.443	79.969	430.154	83.684
Guadeloupe	14.842	24.976	39.153	61.175	71.387	64.542
Saint-Pierre et Miquelon et Grande Pêche	42.875	35.252	22.808	27.707	43.386	28.432
Totaux	817.644	767.692	1.162.286	1.365.677	2.228.223	1.625.720

III. — Mouvement de la Navigation entre l'Algérie et la France

ENTRÉES

(Navires chargés)

ANNÉES	NAVIRES FRANÇAIS			NAVIRES ÉTRANGERS			TOTALS	
	Nombre	Tonnage	Tonnage des marchandises débarquées	Nombre	Tonnage	Tonnage des marchandises débarquées	Nombre de navires	Tonnage des marchandises débarquées
1913 . . .	1.818	2.218.413	926.055	15	21.254	"	1.833	926.055
1914 . . .	1.515	1.955.289	696.166	16	14.651	"	1.531	696.166
1915 . . .	1.407	1.684.314	487.740	119	72.286	28.082	1.526	515.822
1916 . . .	1.092	1.224.299	376.107	212	128.933	64.113	1.304	440.220
1917 . . .	864	1.041.138	317.649	199	181.293	63.911	1.060	381.560
1918 . . .	646	820.595	260.157	180	212.012	82.496	826	342.653

IV. — Mouvement de la Navigation entre l'Algérie et la France

SORTIES

(Navires Chargés)

ANNÉES	NAVIRES FRANÇAIS			NAVIRES ÉTRANGERS			TOTAUX	
	Nombre	Tonnage	Tonnage des marchandises embarquées	Nombre	Tonnage	Tonnage des marchandises embarquées	Nombre de navires	Tonnage des marchandises embarquées
1913	1.921	2.380.558	1.366.378	19	32.404	»	1.940	1.366.378
1914	1.836	2.469.694	1.195.423	8	12.213	»	1.844	1.195.423
1915	1.645	1.936.395	1.310.900	195	109.246	130.483	1.840	1.441.383
1916	1.210	1.381.611	880.224	324	211.444	298.789	1.534	1.179.013
1917	941	1.210.452	857.218	192	180.448	249.257	1.133	1.106.475
1918	674	924.241	567.160	211	228.264	286.501	885	853.661

V. — Mouvement de la Navigation entre l'Algérie et la France, les Colonies françaises et l'étranger

ENTRÉES (Navires chargés)

ANNÉES	NAVIRES FRANÇAIS			NAVIRES ÉTRANGERS			TOTAUX	
	Nombre	Tonnage	Tonnage des marchandises débarquées	Nombre	Tonnage	Tonnage des marchandises débarquées	Nombre de navires	Tonnage des marchandises débarquées
1913.	2.675	3.072.067	1.078.771	2.473	3.328.970	1.743.496	4.848	2.822.267
1914.	2.225	2.613.586	844.433	1.517	2.298.856	1.216.384	3.742	2.060.817
1915.	1.993	1.977.380	616.890	1.006	919.852	1.416.834	2.999	1.733.724
1916.	1.458	1.413.036	432.458	999	884.207	1.045.449	2.457	1.477.907
1917.	1.192	1.231.047	441.960	714	731.786	727.172	1.906	1.169.132
1918.	841	992.825	314.970	581	545.484	288.618	1.422	603.588

**VI. — Mouvement de la Navigation entre l'Algérie et la France,
les Colonies françaises et l'étranger**

SORTIES
(*Navires chargés*)

ANNÉES	NAVIRES FRANÇAIS			NAVIRES ÉTRANGERS			TOTAUX	
	Nombre	Tonnage	Tonnage des marchandises embarquées	Nombre	Tonnage	Tonnage des marchandises embarquées	Nombre de navires	Tonnage des marchandises embarquées
1913.	2.839	3.151.118	1.690.032	2.506	3.529.500	2.862.320	5.345	4.552.352
1914.	2.732	3.179.264	1.345.683	1.843	2.544.337	1.941.223	4.595	3.286.906
1915.	2.266	2.220.632	1.397.984	1.260	1.029.803	1.540.329	3.526	2.938.313
1916.	1.599	1.614.532	987.739	1.318	1.186.949	1.798.729	2.917	2.786.468
1917.	1.321	1.433.243	1.009.542	848	961.344	1.691.641	2.169	2.701.183
1918.	895	1.103.420	713.683	727	874.678	1.292.494	1.622	2.006.177

VIII. — Effectifs de la Marine marchande algérienne

ANNÉES	VOILIERS		VAPEURS		Nombre total	Tonnage net total
	Nombre	Tonnage net	Nombre	Tonnage net		
1913	833	10.024	455	34.435	988	44.459
1914	831	9.057	461	34.452	992	43.209
1915	816	8.732	461	32.002	977	40.734
1916	797	7.980	458	16.476	955	24.456
1917	781	7.702	450	11.928	931	19.630
1918	782	8.702	446	7.925	928	16.627

IX. — Commerce spécial de l'Algérie

(en milliers de francs)

ANNÉES	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				TOTAL des échanges
	de la France	des colonies et de l'étranger	Total	Pourcen- tage de la France	en France	aux colonies et à l'étranger	Total	Pourcen- tage de la France	
1913. . . .	550.339	416.946	667.303	82.4	343.563	437.604	501.169	68.5	1.168.474
1914. . . .	440.143	83.966	524.109	83.9	250.749	423.875	374.624	66.9	898.733
1915. . . .	336.539	115.632	472.214	75.4	433.844	403.263	537.407	80.7	1.009.318
1916. . . .	490.811	202.094	692.905	70.9	483.393	448.301	631.694	76.4	1.324.599
1917. . . .	433.966	195.690	679.656	63.9	670.488	483.781	836.269	78.3	1.535.925
1918. . . .	499.157	235.824	734.481	67.9	622.092	471.982	794.074	78.3	1.529.055

X. — Importations en Algérie
(COMMERCE SPÉCIAL)
en quintaux

NATURE DES MARCHANDISES	1913	1914	1915	1916	1917	1918
Machines et mécaniques pour l'agriculture. . . .	59.510	53.471	6.800	1.705	7.987	6.933
Engrais chimiques	162.908	42.527	5.785	26.041	18.817	4.303
Engrais organiques	34.820	6.050	2.815	11.594	1.738	1.306
Locomotives pour voie ferrée.	616	—	—	—	624	—
Wagons de voyageurs	517	4.667	—	—	—	—
Wagons de marchandises	11.823	20.871	463	188	106	253
Wagons de terrassements.	10.769	6.181	535	891	1.287	584

XI. — Importations en Algérie des combustibles minéraux
(Commerce spécial)

DÉSIGNATION des Combustibles	Unités	1913	1914	1915	1916	1917	1918
Houille . . Crue Agglomérée . . Carbonisée. . .	Ton.	274.407	220.443	182.849	183.922	136.605	174.384
		254.417	203.398	127.289	133.072	84.941	52.170
		2.398	3.816	3.799	6.804	6.716	3.823
Huiles de pétroles et de Schiste Raffinées. . . . Essences.	Hect.	148.508	137.396	120.505	135.269	80.040	43.500
		88.953	86.321	58.712	66.513	39.131	39.437
Huiles lourdes et résidus de pétrole . .	Quint.	45.678	40.851	27.260	35.663	26.896	29.935

XII. — Envois de l'Algérie au Corps Expéditionnaire d'Orient

— 121 —

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ	1915	1916	1917	1918
Vins ordinaires	Hect.	»	68.045	142.540	235.481
Esprits de toutes sortes (alcool pur) . . .	—	»	»	»	3.164
Céréales (froment, épeautre et méteil) . .	quint.	»	»	»	89.037
Farine de froment	—	»	45.200	105.227	12.604
Avoine	—	18.518	354.902	191.051	111.095
Orge	—	20.097	23.725	165.623	»
Fourrages { paille	—	»	6.129	129.247	182.897
{ foin	—	»	534.010	190.259	202.233
Légumes conservés ou desséchés	—	•	»	»	2.618
Pommes de terre	—	»	»	304	2.181
Figues	—	»	»	335	»
Animaux	—	»	»	20.365	»
Peaux brutes ou sèches	—	»	»	»	645
Poissons secs, salés ou fumés	—	»	»	»	360
Semoules en pâte et pâtes alimentaires .	—	»	»	»	972
Tabacs	—	»	289	3.227	7.940
Cigarettes	—	89	4.073	4.361	8.314
Cigares	cent.	»	»	17.430	11.095
Vêtements confectionnés	kilog.	»	»	»	452
Chaussures	paires	»	»	92.560	46.930
Allumettes chimiques	quint.	»	»	12	2



BIBLIOGRAPHIE

Sur l'Algérie en général

- P. LEROY BEAULIEU. — L'Algérie et la Tunisie. Paris, Alcan, 1897.
- A. WAHL. — L'Algérie. Paris, Alcan, 1908.
- QUEROUIL ARCHINARD, LORIN, NÉSI et GARORY. — L'autre France. Bordeaux, Féret et Fils, 1914.
- E. LARCHER. — Traité Elémentaire de Législation algérienne, 2^e édition. Alger, Jourdan, 1911.
- A. GIRAULT. — Principes de colonisation et de législation coloniale. Paris, Sirey.
- VILLOT. — Mœurs, coutumes et institutions des indigènes de l'Algérie. Alger, Jourdan, 1888.
- V. DEMONTES. — Le Peuple Algérien. Alger, Imprimerie Algérienne, 1906.
- HANOTEAU et LETOURNEUX. — La Kabylie et les coutumes kabyles. Paris, Challamel, 1872-1873.
- Bulletin Officiel du Gouvernement Général de l'Algérie.

Statistique Général de l'Algérie

- Exposés annuels de la situation générale de l'Algérie.
- Exposés annuels de la situation des Territoires du Sud (1).
- Comptes rendus des Séances des Délégations Financières et du Conseil Supérieur.
- Bulletin de la réunion d'Etudes Algériennes.

(1) V. notamment un Essai de Bibliographie dans l'Exposé de 1923

- Bulletin de la Société de Géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord.
Bulletin de la Société de Géographie d'Oran.
ESTOUBLON et LEFÉBURE. — Code de l'Algérie annoté.
Alger, 1896 et suppl. annuels.
-

Sur l'Algérie économique (I)

- V. DEMONTES. — L'Algérie économique. Alger, Imprimerie Algérienne.
V. DEMONTES. — Renseignements sur l'Algérie économique (2) Paris, 1922.
LABOUBÉE. — Notes sur l'Industrie en Algérie. Alger, Jourdan, 1917.
H. COSNIER. — L'Afrique du Nord. Son avenir agricole et économique. Paris, Larose, 1922.
Paul PENCIOLELLI. — Le problème économique et l'aide algérienne. Paris, Dunod, 1923.
L'Algérie et ses produits. Brochure publiée en 1922 par le Syndicat Commercial d'Alger.
L'Illustration économique et financière. Numéro spécial du 29 avril 1922 consacré à l'Algérie.
La vie technique, industrielle, agricole et coloniale. numéro spécial d'août-septembre 1922 consacré à l'Algérie.
Notices sur l'Algérie publiées à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris en 1900 et des Expositions Coloniales de 1906, 1922 et 1924.

(1) On trouvera une liste des ouvrages publiés par les soins du Gouvernement Général sur la vie économique de l'Algérie dans l'Exposé de la Situation générale en 1922, page 730.

(2) Avec de nombreuses références bibliographiques.

Direction des Douanes de l'Algérie. Documents. Statistiques sur le Commerce de l'Algérie.

Bulletin de l'Office du Gouvernement général de l'Algérie.

Bulletins des Chambres de Commerce de l'Algérie.

Sur l'Algérie et la Guerre

J. MÉLIA. — L'Algérie et la Guerre. Paris, Plon-Nourrit, 1918.

G. BOUSSENOT. — La France d'outre-mer participe à la guerre. Paris, Alcan, 1916.

V. DEMONTÈS. — L'Algérie pendant ces 18 mois de guerre. Alger, Imprimerie Algérienne, 1916.

PERREAU PRADIER et BESSON. — L'Afrique du Nord et la Guerre. Paris, Alcan, 1918.

PERREAU PRADIER et BESSON. — La guerre économique dans nos colonies. Paris, Alcan, 1916.

G. MERCIER. — Les Indigènes Nord-Africains et la guerre. Revue de Paris. 1^{er} juillet 1918.

Et. FALCK. — L'Algérie pendant la guerre. Journal des économistes, décembre 1918.

Vu :

Le Président de la Thèse,

TRUCHY.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

PREMIERE PARTIE

L'apport en marchandises

CHAPITRE 1 ^{er} . — Difficultés opposées par la guerre au maintien de la vie économique de l'Algérie.....	11
§ I. — La crise de main-d'œuvre.....	13
§ II. — La crise de crédit.....	15
§ III. — La crise des transports.....	16
CHAPITRE II. — Les exportations de l'Algérie en France pendant la guerre.....	24

DEUXIEME PARTIE

L'apport en main-d'œuvre

CHAPITRE 1 ^{er} . — La main-d'œuvre indigène algérienne employée en France avant la guerre et au début des hostilités	33
CHAPITRE II. — Organisation du recrutement de la main-d'œuvre indigène algérienne pendant la guerre :	
I. — Avant le décret du 14 septembre 1916.....	40
II. — Les dispositions du décret du 14 septembre 1916.....	50
CHAPITRE III. — Le recrutement en Algérie.....	55
CHAPITRE IV. — Les travailleurs indigènes algériens en France, leur utilisation, leur conduite dans les établissements employeurs, leur valeur professionnelle.....	64

	Pages
CHAPITRE V. — Les conséquences économiques, sociales et politiques du séjour en France pendant la guerre des travailleurs indigènes algériens.....	72

TROISIEME PARTIE

L'apport financier

CHAPITRE I ^{er} . — Souscriptions aux emprunts.....	93
CHAPITRE II. — Concours de la Banque de l'Algérie.....	98
CHAPITRE III. — Mesures d'ordre budgétaire.....	101
CONCLUSIONS	103
DOCUMENTS ANNEXES	109
BIBLIOGRAPHIE	123
